

PRICEWATERHOUSECOOPERS 



Profession  
Actionnaire

# 2006

**RAPPORT**

**SUR L'ACTIVITÉ DU**

**CAPITAL INVESTISSEMENT**

**EN FRANCE**

Association Française des

**INVESTISSEURS  
EN CAPITAL**

# SOMMAIRE

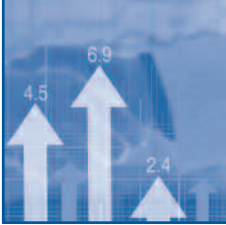


## RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ DU CAPITAL INVESTISSEMENT EN FRANCE - ANNÉE 2006

<b>AVANT PROPOS</b>	<b>2</b>
1. Présentation de l'étude	2
<b>SYNTHÈSE DE L'ÉTUDE</b>	<b>3</b>
1. Investissements	3
2. Désinvestissements	4
3. Capitaux levés	4
4. Evolution de l'environnement juridique et fiscal du Capital Investissement en 2006	5
<b>LES INVESTISSEMENTS</b>	<b>6</b>
1. Evolution historique des investissements	6
2. Evolution des investissements en France et en Europe	7
3. Répartition des investissements par stade de développement	8
4. Répartition entre investissements nouveaux et investissements ultérieurs	9
5. Evolution des investissements selon la taille des opérations	10
6. Concentration des investissements	10
7. Répartition des investissements par type d'investisseur	11
8. Répartition des investissements par syndication	12
9. Répartition géographique des investissements	13
10. Répartition des investissements en fonction du nombre d'employés de l'entreprise cible	14
11. Répartition des investissements en fonction du chiffre d'affaires de l'entreprise cible	15
12. Répartition des investissements par secteur d'activité de l'entreprise cible	16
13. Répartition des investissements par type de financement	16
<b>LES DÉINVESTISSEMENTS</b>	<b>17</b>
1. Evolution historique des désinvestissements	17
2. Répartition des désinvestissements par type	18
<b>LES CAPITAUX LEVÉS</b>	<b>19</b>
1. Capitaux levés par origine géographique	19
2. Capitaux levés par type d'intervenant et par type d'investisseur	20
3. Capitaux levés selon la forme juridique du véhicule	21
4. Intentions d'allocation des capitaux disponibles	21
<b>ANNEXES - CADRE GÉNÉRAL DE L'ENQUÊTE ET DÉFINITIONS</b>	<b>22</b>
Annexe 1 - Cadre général de l'enquête	22
Annexe 2 - Découpage régional de l'enquête	23
Annexe 3 - La définition des stades de développement	24
Annexe 4 - Les secteurs d'activité de l'enquête	24
Annexe 5 - Les types d'investisseurs	25
Annexe 6 - Les données chiffrées	26
1. Répartition des investissements par stade de développement	26
2. Répartition entre investissements nouveaux et investissements ultérieurs	27
3. Répartition des investissements par type d'investisseur	28
4. Répartition des investissements par syndication	29
5. Répartition géographique des investissements	30
6. Répartition des investissements en fonction du nombre d'employés de l'entreprise cible	32
7. Répartition des investissements en fonction du chiffre d'affaires de l'entreprise cible	33
8. Répartition des investissements par secteur d'activité de l'entreprise cible	34
9. Répartition des investissements par type de financement	35
10. Répartition des désinvestissements par type	36
11. Capitaux levés par type d'intervenant et par type d'investisseur	37
12. Capitaux levés par origine géographique	38
13. Intentions d'allocation des capitaux disponibles	38
Annexe 7 - Les membres de l'AFIC	39
1. Membres actifs ayant répondu à l'étude	39
2. Membres actifs n'ayant pas répondu à l'étude	39
Annexe 8 - Présentation de l'AFIC et de PricewaterhouseCoopers	40



# AVANT-PROPOS



L'AFIC, Association Française des Investisseurs en Capital, a été créée en juillet 1984. Organisme indépendant, régi par la Loi de 1901, elle fédère et promeut le Capital Investissement et contribue à la professionnalisation et au développement de la profession. Elle agit au nom de l'ensemble des professionnels, quels que soient les structures utilisées, les segments de marchés couverts et les stratégies d'investissement mises en œuvre. A ce titre, l'AFIC réalise depuis plus de 20 ans une analyse de l'activité des acteurs du Capital Investissement en France.

La présente enquête sur les statistiques d'activité de l'année 2006 a été conduite par l'AFIC en collaboration avec PricewaterhouseCoopers dans le cadre d'un partenariat mis en place depuis 1997. PricewaterhouseCoopers est également en charge de l'enquête sur l'activité du Capital Investissement en Europe pour certaines associations nationales regroupant les investisseurs en capital d'autres pays européens.

Les chiffres contenus dans ce rapport annuel sont issus des questionnaires d'enquête renseignés "Deal by Deal", directement par les membres de l'AFIC sur le site Internet sécurisé [www.afic-data.com](http://www.afic-data.com) mis en place en juillet 2006. Cette solution innovante permet de collecter l'ensemble des informations détaillées à partir desquelles sont réalisées les analyses sur l'activité, la performance et le poids économique et social du Capital Investissement, par métier et par structure d'investissement.

L'étude présentée ci-après a porté sur l'activité des membres de l'AFIC en France et à l'étranger, conformément à l'approche européenne définie conjointement avec l'EVCA (European Venture Capital and Private Equity Association), et dans le souci de permettre des comparaisons avec les autres pays membres de l'Union Européenne.

Afin de mieux apprécier dans sa globalité le marché du Capital Investissement en France, le rapport intègre aussi l'activité des fonds pan-européens dans l'Hexagone. Ces données ont été collectées auprès de l'EVCA.

L'AFIC et PricewaterhouseCoopers ont recueilli et traité les données transmises par les sociétés de Capital Investissement répondantes de manière strictement confidentielle.

Aucune vérification spécifique n'a été effectuée en matière d'exhaustivité ou d'exactitude des informations et données communiquées par les membres. Dans ces conditions, l'AFIC et PricewaterhouseCoopers ne pourront être tenus responsables de l'usage qui pourrait être fait par un tiers des données du rapport ci-après.

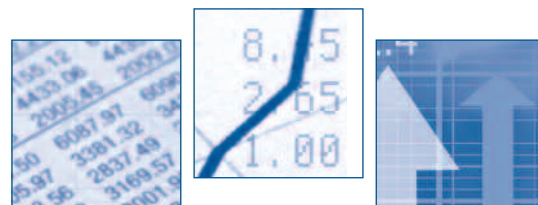
L'AFIC et PricewaterhouseCoopers remercient vivement l'ensemble des membres pour le temps consacré et les efforts constructifs fournis dans le cadre de la réalisation de cette enquête détaillée et en ligne.

## PRÉSENTATION DE L'ÉTUDE

**Contacts PricewaterhouseCoopers :**  
David Willems  
Arnaud Burillon

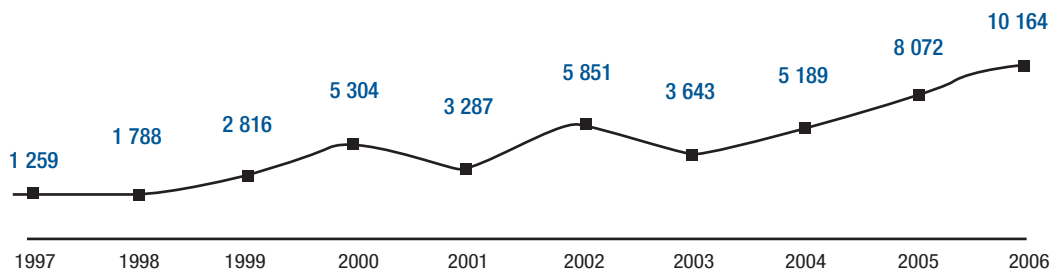
**Contacts AFIC :**  
Dominique Nicolas  
Grégory Sabah

# SYNTHÈSE DE L'ÉTUDE



## 1. INVESTISSEMENTS

Évolution des investissements  
1997 - 2006 <sup>(1)</sup>  
(en millions d'euros)



(1) : Concerne l'activité des sociétés d'investissement françaises en France et à l'étranger.

Source : AFIC/PwC

Depuis 1997, le Capital Investissement français a connu une forte progression, avec une croissance moyenne annuelle de 26 % sur les dix dernières années.

L'activité des acteurs français du Capital Investissement poursuit son développement et atteint une nouvelle fois son plus haut niveau historique avec près de 10,2 milliards d'euros investis en 2006, soit une progression de 26 % par rapport à 2005.

Les investissements se sont répartis sur un nombre d'opérations en hausse sensible, près de 2 400 opérations ont été réalisées en 2006 contre 2 072 en 2005.

Ce sont ainsi près de 1 400 entreprises en création, en développement, en transmission et en retournement qui ont été accompagnées en 2006 contre un peu plus de 1 250 en 2005, un chiffre en progression de 10 %.

Les investissements destinés à l'amorçage et à la création augmentent pour atteindre 536 millions d'euros en 2006 contre 481 millions d'euros en 2005.

Le Capital Développement progresse de 18 % en valeur entre 2005 et 2006. Les montants investis s'élèvent à près de 1,1 milliard d'euros en 2006 contre 895 millions en 2005. Ce segment de marché est le plus important en nombre avec 758 investissements réalisés et 481 entreprises financées.

La part des opérations du Capital Transmission / LBO a continué d'augmenter pour s'établir à 79 % des montants investis en 2006, soit 8,1 milliards d'euros contre 6,3 milliards d'euros en 2005.

Les investisseurs en Capital Retournement ont apporté 95 millions d'euros en 2006 à 24 entreprises en difficultés contre 59 millions d'euros en 2005.

Les PME-PMI françaises de moins de 250 salariés ont représenté l'essentiel des opérations réalisées (78 %) et le quart des apports en capitaux en 2006 (24 %), illustrant ainsi le soutien continu qu'apporte le Capital Investissement aux entreprises françaises.

L'Informatique, l'Industrie & Chimie restent en 2006 les secteurs qui ont suscité le plus grand nombre d'investissements, soit respectivement 27 % et 18 % du total des investissements de l'année. En valeur, les Services & Transports, l'Industrie & Chimie et les Biens de consommation constituent le trio gagnant, avec respectivement 36 %, 22 % et 13 % du montant total investi.

## 2. DÉINVESTISSEMENTS

Les désinvestissements se sont maintenus à un niveau élevé en nombre d'entreprises : 971 à comparer à 960 en 2005.

Le montant des désinvestissements réalisés en 2006 (au coût historique) s'est élevé à 3,8 milliards d'euros. Bien qu'en retrait de 11 % par rapport à l'année précédente, les désinvestissements se situent au même niveau que les investissements réalisés quatre ans plus tôt (ce qui correspond à la durée moyenne de détention d'une participation), traduisant la bonne liquidité du marché des cessions.

Près des trois quarts des désinvestissements sont réalisés auprès des industriels, du management, d'un autre fonds de Capital Investissement ou à l'occasion d'introductions en bourse ou de cessions de titres cotés.

Les cessions industrielles deviennent, avec 196 entreprises cédées, la première source de sorties. Viennent ensuite les cessions au management qui concernent 171 entreprises, ce qui confirme clairement le rôle du Capital Investissement dans l'émergence de nouveaux profils d'entrepreneurs. 130 entreprises ont été cédées à un autre fonds de Capital Investissement. Les introductions en bourse et les cessions de titres cotés se sont également réalisées sur un rythme soutenu puisqu'elles portent sur 129 entreprises.

## 3. CAPITAUX LEVÉS

Les levées de fonds se maintiennent à un niveau élevé avec 10,3 milliards d'euros levés, comparable à celui de l'activité d'investissement.

Les compagnies d'assurances (19 % des fonds alloués), les banques (18 %), les personnes physiques (18 %) ainsi que les fonds de fonds (18 %) sont les plus importants pourvoyeurs de capitaux en 2006.

Malgré la baisse des fonds apportés (1,9 milliard d'euros apporté en 2006 comparé à 2,2 milliards d'euros sur 2005), les compagnies d'assurances deviennent le principal pourvoyeur de ressources. La contribution relative des banques a diminué de 24 % en 2005 à 18 % en 2006 ; elles demeurent toutefois le deuxième contributeur avec près de 1,9 milliard d'euros. Fait marquant, les personnes physiques font désormais partie des principaux pourvoyeurs de capitaux en 2006, avec près de 1,9 milliard d'euros apporté contre 1,4 milliard d'euros en 2005, passant ainsi à 18 % du total en 2006 contre 12 % l'année précédente. Enfin, les fonds de fonds renforcent de façon très significative leur présence en tant que source de financement du Capital Investissement en France (de 10 % en 2005 à 18 % en 2006) avec une contribution de 1,8 milliard d'euros contre 1,1 milliard d'euros en 2005.

L'année 2006 s'inscrit dans la continuité de 2005, qui se caractérisait par une forte présence des investisseurs étrangers, notamment des fonds de pension. En 2006, les capitaux collectés auprès d'investisseurs étrangers atteignent 41 % du total des fonds levés, amenant la part levée sur le territoire à 59 % (contre 50 % en 2005).

En intégrant les plus-values et revenus de portefeuille disponibles pour le réinvestissement, l'ensemble des fonds levés en 2006 s'établit à 10,9 milliards d'euros, en léger retrait par rapport à 2005 (12,2 milliards d'euros).

#### **4. ÉVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT JURIDIQUE ET FISCAL DU CAPITAL INVESTISSEMENT EN 2006**

2006 a été une année particulièrement riche en réformes ce qui témoigne incontestablement de l'intérêt croissant des pouvoirs publics pour le Capital Investissement et son rôle dans le financement et l'accompagnement des entreprises.

Elle marque la montée en puissance des assureurs dans le financement des PME suite à l'engagement pris d'investir 2 % de leurs actifs dans des PME à fort potentiel de croissance, notamment au travers de Fonds Communs de Placement à Risque (FCPR) et de Sociétés de Capital Risque (SCR).

Elle se traduit par le lancement de France Investissement qui fait suite à l'annonce du Président de la République le 5 janvier 2006 de mettre en place un fonds d'investissement destiné au financement des PME les plus performantes. Ce dispositif agit à travers des « fonds de fonds » et repose sur deux branches : une branche publique, issue du programme d'intérêt général de la Caisse des Dépôts et Consignations, et une branche privée, constituée d'un ou de plusieurs fonds de fonds initiés par des acteurs privés (banques, assureurs,...).

Elle donne lieu à une plus grande transparence des banques qui se sont engagées à publier les encours de crédits qu'elles accordent pour la création et le développement des PME.

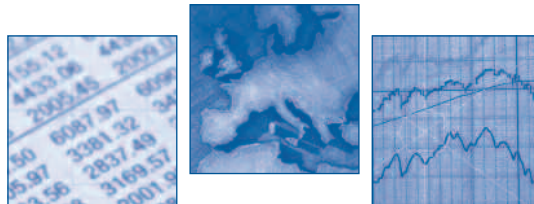
Elle introduit un nouveau régime en faveur des PME dites « de croissance ». Ces PME peuvent bénéficier, au titre des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006, d'une réduction d'impôt visant à neutraliser l'augmentation de la charge fiscale, constituée de l'impôt sur les sociétés (IS) et de l'imposition forfaitaire annuelle (IFA), que subissent les PME les plus dynamiques. Ces PME de croissance sont définies comme des PME, assujetties à l'IS, employant entre 20 et 249 salariés, ayant réalisé un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros au cours de l'exercice ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros, dont la masse salariale a crû d'au moins 15 % au titre de chacun des deux exercices précédents et répondant à des conditions d'indépendance capitalistique.

Elle voit le régime fiscal applicable aux plus-values réalisées au travers des véhicules d'investissement conforté et même amélioré. En effet, les plus-values versées par les FCPR et les SCR bénéficient, sous certaines conditions, du taux applicable au long terme. Par voie de conséquence, celles réalisées en 2006 pourront être imposées au taux de 8 % et celles réalisées à compter de 2007 pourront être exonérées d'impôt sur les plus-values, qu'elles soient versées par des fonds, des fonds de fonds ou des SCR.

Par ailleurs, la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions de parts de FCPI et FIP, qui arrivait à échéance, a été reconduite jusqu'au 31 décembre 2010.

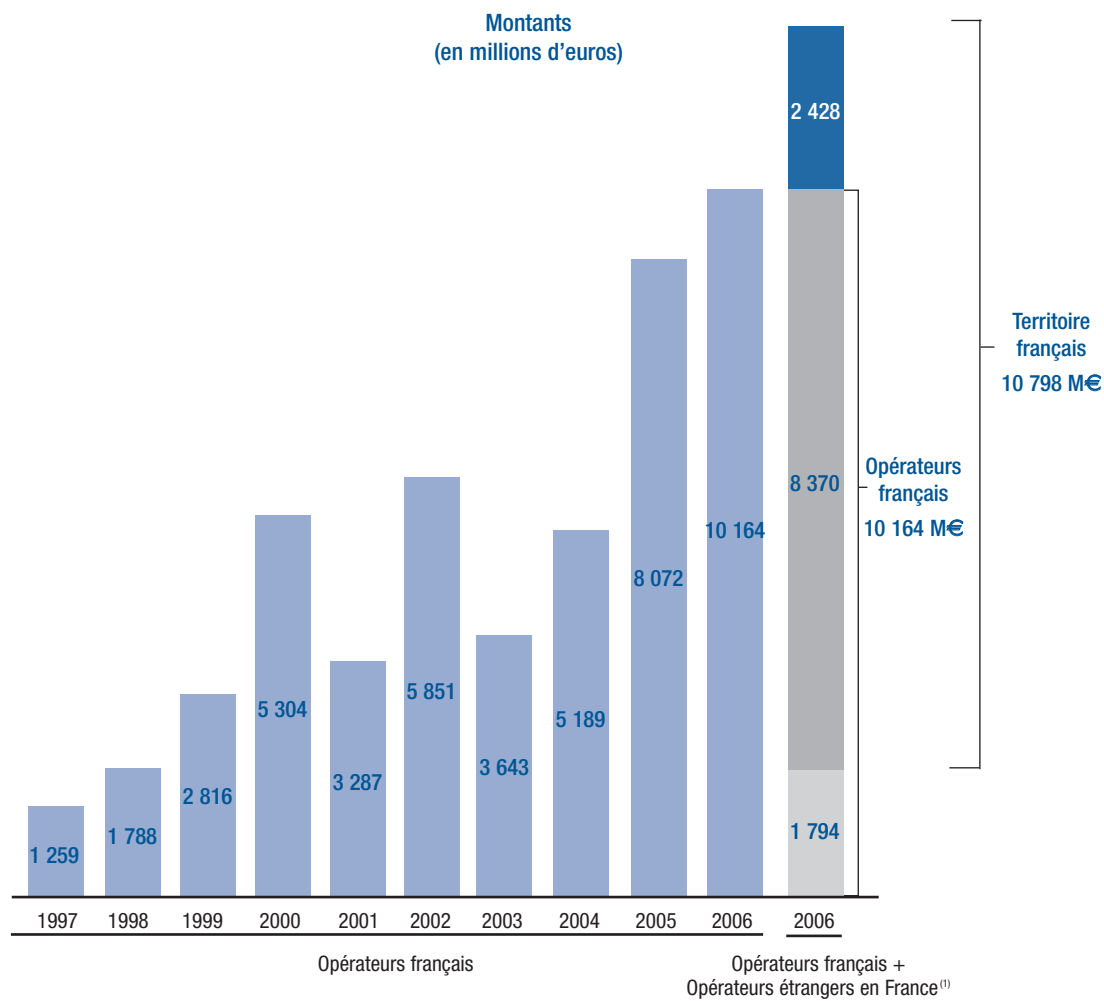
Enfin, les FCPR et les SCR se voient reconnaître la possibilité d'investir dans plusieurs holdings, ces dernières pouvant être détenues par des entités françaises ou étrangères et les FCPR fonds de fonds sont habilités à investir dans toute l'Europe, tant en LBO qu'en Venture, tout en demeurant fiscaux.

# LES INVESTISSEMENTS



## 1. ÉVOLUTION HISTORIQUE DES INVESTISSEMENTS (EN MILLIONS D'EUROS)

A périmètre constant, l'activité des opérateurs français a progressé de 26 % en valeur entre 2005 et 2006, pour s'établir à 10,2 milliards d'euros.



Opérateurs français à l'étranger Opérateurs français en France Opérateurs étrangers en France<sup>(1)</sup> Source : AFIC/PwC

(1) Chiffres fournis par EVCA, n'incluant que les opérateurs des autres pays européens.

L'activité des acteurs français est à son plus haut niveau historique et s'établit à 10,2 milliards d'euros investis en France et à l'étranger en 2006. Il s'agit véritablement d'une tendance de fond, les montants investis au cours des dix dernières années ayant progressé en moyenne de 26 % par an.

L'activité a fortement augmenté sur le territoire, tant en montant qu'en nombre d'entreprises financées, se traduisant par plus de 10,8 milliards d'euros investis contre 8,0 milliards d'euros en 2005.

Les investissements réalisés par des opérateurs étrangers représentent 22 % du total des investissements faits en France pour l'année 2006 contre 25 % pour 2005.

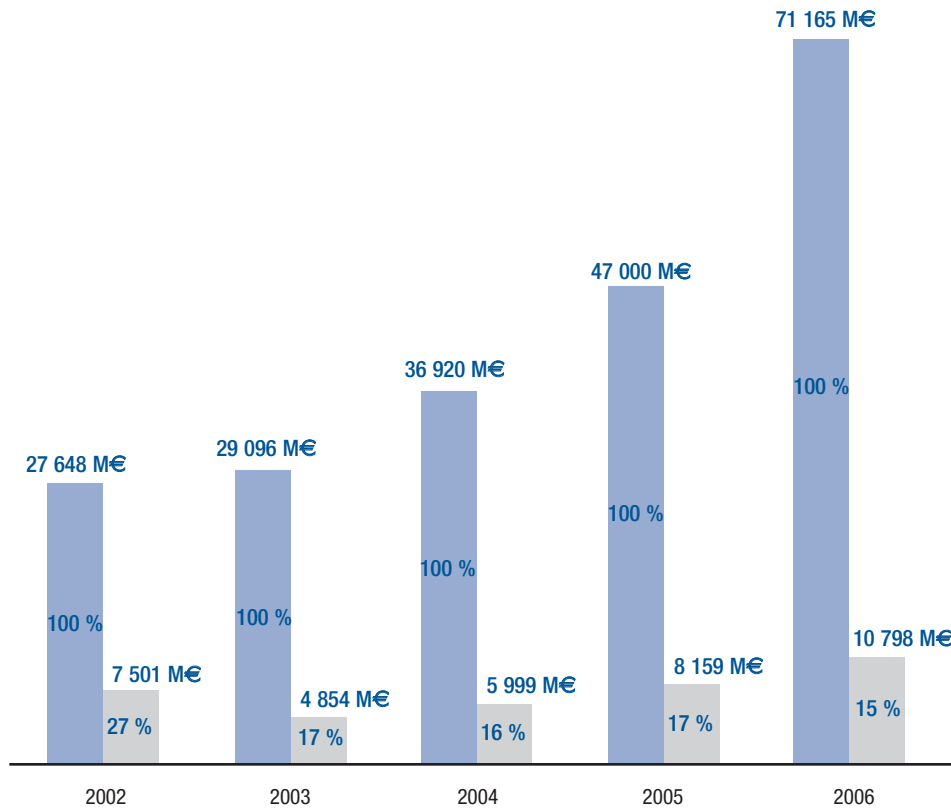
L'activité des investisseurs français à l'étranger reste à un niveau comparable à celle de 2005.

Comme en 2005, l'activité du Capital Investissement a été plus soutenue au second semestre de l'année, avec 6,0 milliards d'euros d'investissements réalisés.

## 2. EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS EN FRANCE ET EN EUROPE

(EN MILLIONS D'EUROS)

La France confirme à nouveau sa position d'acteur majeur en Europe avec une part de marché de 15 %.



■ Investissements en Europe (1) ■ Investissements en France (2)

Source : AFIC/PwC

(1) source EVCA

(2) France = représente l'activité des fonds d'investissement français et étrangers en France

La France se situe une nouvelle fois en deuxième position derrière la Grande-Bretagne et à la première place en Europe continentale.

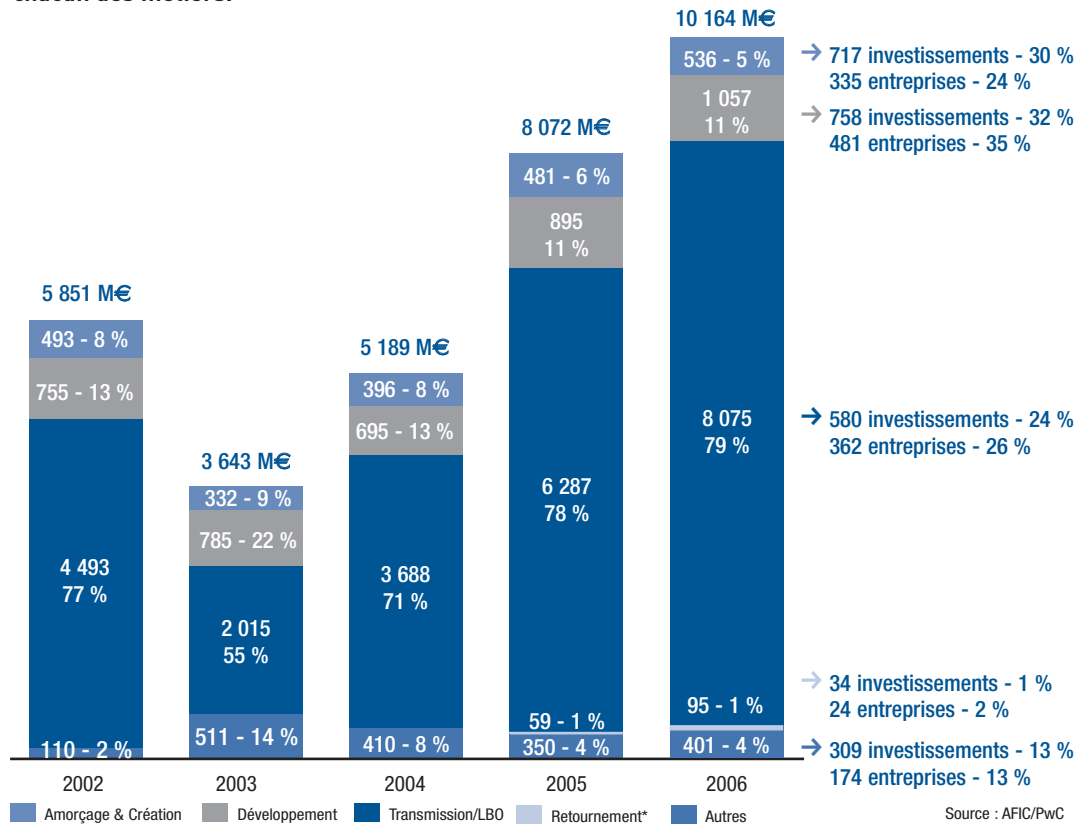
Alors que l'activité du Capital Investissement en Europe a progressé de 51 % entre 2005 et 2006, la part du Capital Investissement français dans l'activité européenne est restée relativement stable depuis 2003.

15 % des entreprises financées en Europe par des investisseurs en capital sont basées en France et plus de 19 % des investissements ont été réalisées sur le territoire national.

### 3. RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR STADE DE DÉVELOPPEMENT

(EN MILLIONS D'EUROS)

Le Capital Investissement en 2006 a été marqué par une hausse significative de l'activité, sur chacun des métiers.



\* Jusqu'en 2004, le retournement était inclus dans le développement

Les investissements réalisés en phase d'amorçage et de création augmentent en valeur absolue de 11 % pour atteindre 536 millions d'euros en 2006 (comparé à 481 millions d'euros en 2005). Ils représentent 5 % du total investi en 2006 contre 6 % en 2005. Ils composent avec 717 investissements et concernent 335 entreprises.

Les investissements en phase de développement sont également en hausse de 18 % avec 1,1 milliard d'euros investis contre 895 millions d'euros en 2005. Le Capital Développement est le segment de marché le plus important en nombre avec 481 entreprises financées en 2006, soit 35 % du total comparé à 32 % en 2005.

En valeur, les opérations du Capital Transmission / LBO sont en progression de 28 % et représentent, avec 8,1 milliards d'euros, 79 % des montants investis en 2006, contre 78 % en 2005. Les opérations de transmission de moins de 100 millions d'euros ont progressé de 55 % en valeur. Elles représentent 4,3 milliards d'euros et 43 % des montants investis en 2006. En nombre, ces opérations ont porté sur 351 entreprises. Les grands LBO de plus de 100 millions d'euros ont progressé de plus de 7 % pour représenter, avec 3,8 milliards d'euros, 37 % des montants investis en 2006 auprès de 11 entreprises.

Les investisseurs en Capital Retournement ont apporté 95 millions d'euros en 2006 à 24 entreprises en difficultés, contre 59 millions d'euros en 2005, soit une augmentation de 61 %.

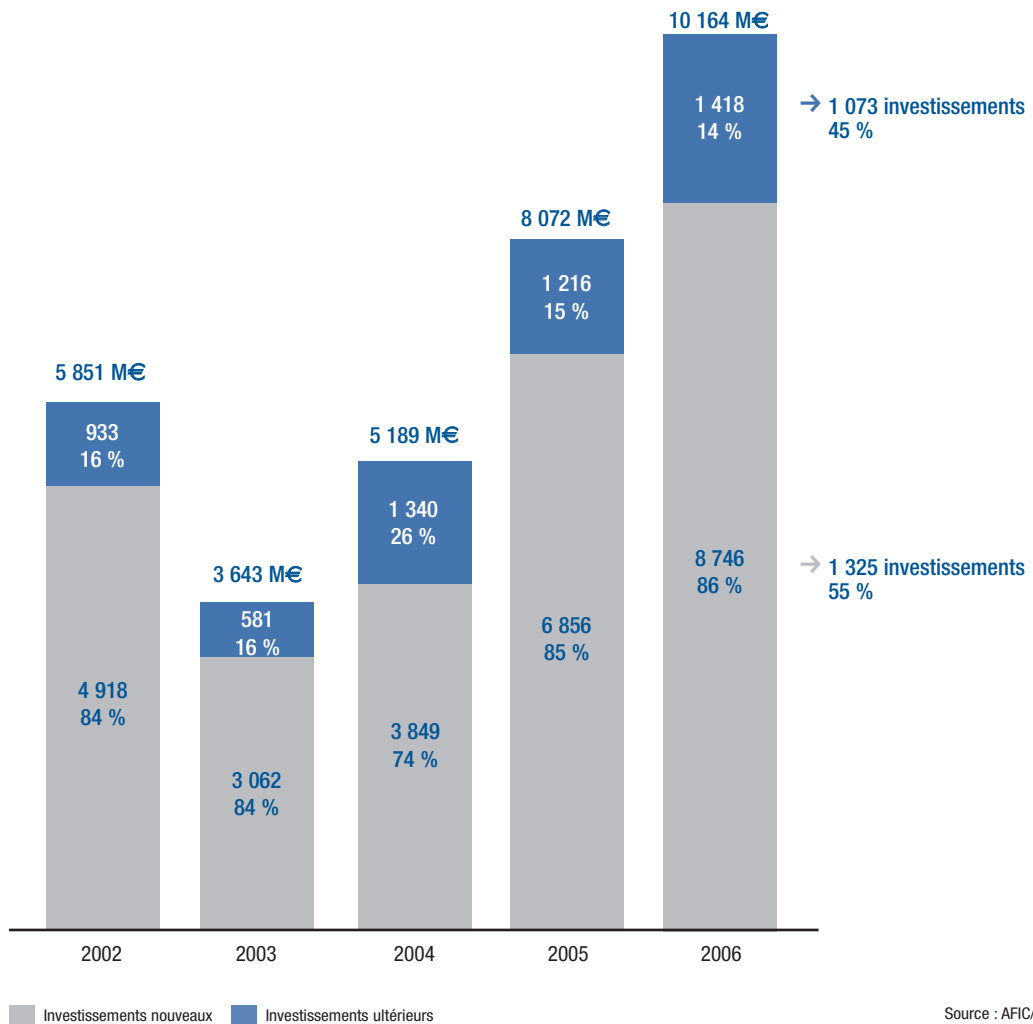
Le ticket unitaire moyen d'investissement pour les opérations de Capital Transmission / LBO passe de 15,9 millions d'euros en 2002 à 13,9 millions d'euros en 2006, soit une diminution moyenne de 3,3 % par an alors que les tickets moyens en développement ont augmenté de 2,2 % et ceux en amorçage et création ont progressé de 5,5 % sur la même période.

Le ticket moyen par entreprise des opérations de Capital Transmission / LBO a augmenté de 13 % entre 2005 et 2006 (soit 22,3 millions d'euros en 2006, comparé à 19,7 millions d'euros en 2005) alors que le ticket moyen en Capital Développement a diminué de 1,2 % et celui en Capital Risque a progressé de 17 % sur la période.

#### 4. RÉPARTITION ENTRE INVESTISSEMENTS NOUVEAUX ET INVESTISSEMENTS ULTÉRIEURS

(EN MILLIONS D'EUROS)

En 2006, les nouveaux dossiers représentent 86 % du montant total investi.



Avec 8,7 milliards d'euros en 2006, les investissements nouveaux représentent 86 % du total investi et leur poids relatif reste globalement stable par rapport à 2005.

Les investissements sur des nouveaux dossiers marquent ainsi un nouveau record en montant, augmentant de 28 % par rapport à 2005.

Le montant des investissements ultérieurs est en hausse par rapport à 2005. Ils représentent 1,4 milliard d'euros en 2006 contre 1,2 milliard d'euros en 2005 et progressent de 17 % sur la période.

En nombre, la répartition entre investissements nouveaux et ultérieurs penche en faveur des premiers, avec respectivement 55 % et 45 % du nombre d'opérations (contre 66 % et 34 % en 2005), traduisant la profondeur du marché français et l'accompagnement des entreprises dans la durée.

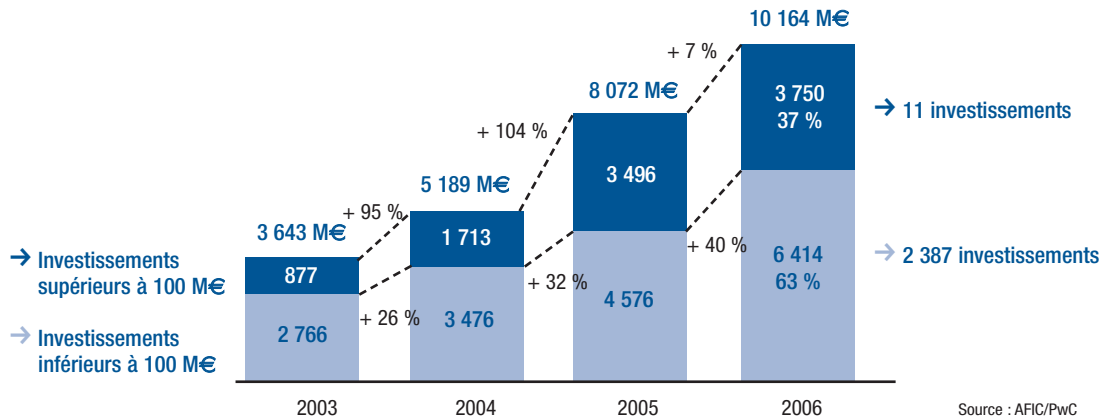
Le ticket unitaire moyen des investissements nouveaux progresse de 31 % en 2006, passant de 5,0 millions d'euros sur l'année précédente à 6,6 millions d'euros en 2006.

Le ticket moyen pour les investissements ultérieurs diminue en 2006 par rapport à 2005 (1,3 million d'euros par opération en 2006 contre 1,7 million d'euros en 2005 et 2004).

## 5. RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS SELON LA TAILLE DES OPÉRATIONS

(EN MILLIONS D'EUROS)

En 2006, les investissements de moins de 100 millions d'euros ont progressé de 40 % en valeur.



Les investissements de plus de 100 millions d'euros se rapportent tous à des opérations de Capital Transmission / LBO en 2006. Ils ont progressé de 7 % entre 2005 et 2006 pour atteindre 3,8 milliards d'euros.

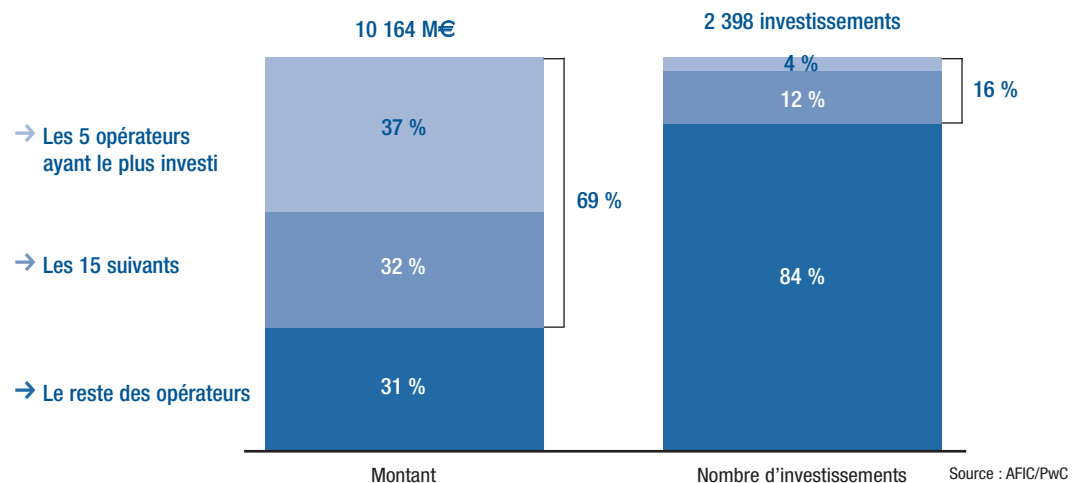
Après exclusion des opérations de plus de 100 millions d'euros, la croissance des montants investis par les investisseurs en capital est nettement plus forte en 2006 qu'en 2005, confirmant ainsi le rôle toujours plus important du Capital Investissement dans le financement et l'accompagnement des PME-PMI.

Le ticket unitaire d'investissement est de 4,2 millions d'euros, en progression de 9 % par rapport à l'année dernière (3,9 millions d'euros).

## 6. CONCENTRATION DES INVESTISSEMENTS

(EN MILLIONS D'EUROS ET EN NOMBRE D'OPÉRATIONS)

Les vingt plus importants investisseurs en capital représentent 69 % des montants investis et 16 % du nombre d'opérations.



Les 20 opérateurs les plus actifs en 2006 ont réalisé 69 % de l'activité en montant. Ils représentent plus de 10 % des acteurs répondants sur la période.

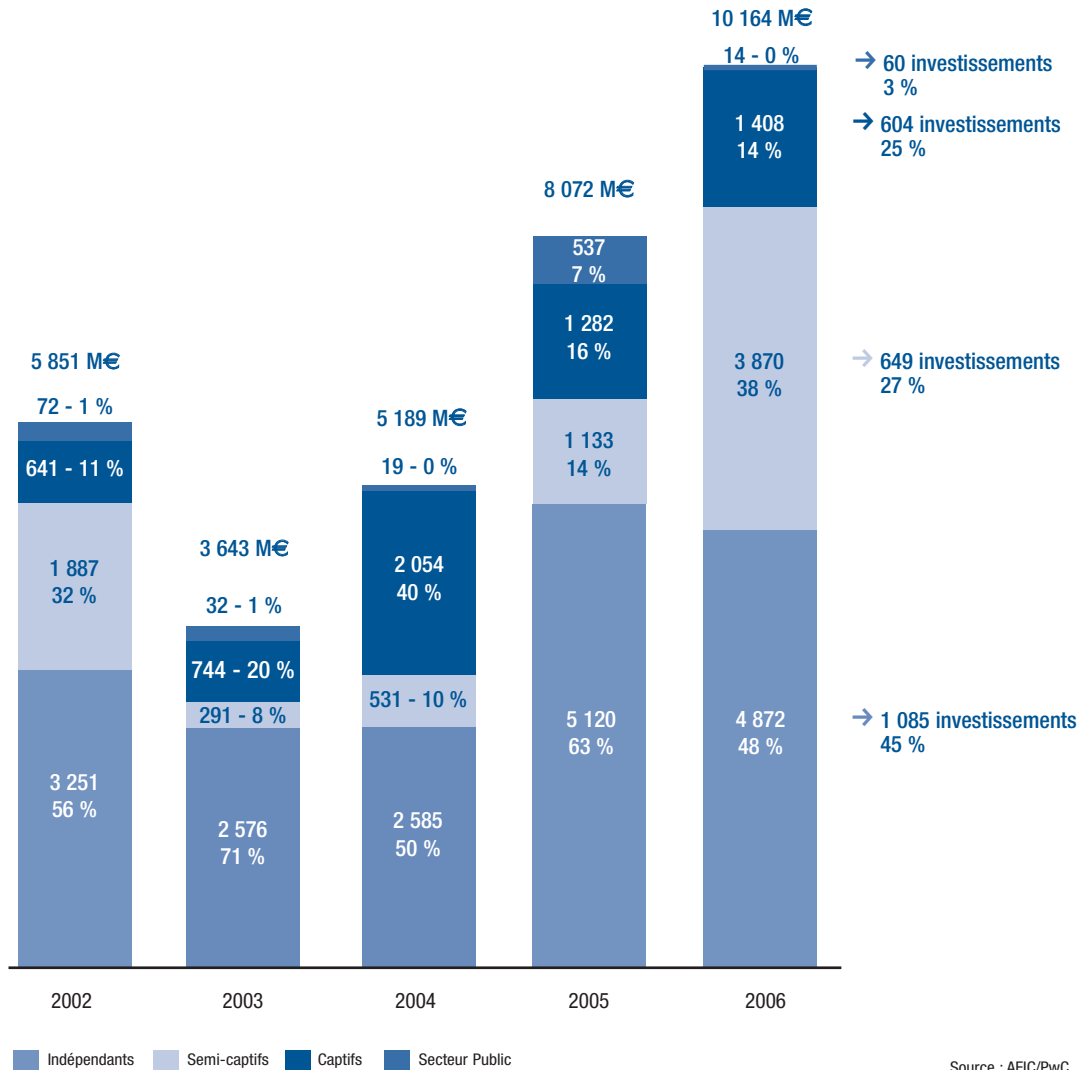
Bien qu'ils investissent des montants importants, ces opérateurs ne représentent qu'un nombre limité de transactions puisqu'ils sont à l'origine de 16 % des investissements de l'année.

Ce sont ainsi quelques gros opérateurs qui concentrent une large partie des montants investis. Cette concentration est supérieure à celle de 2005 en valeur (50 %) mais légèrement inférieure en nombre d'investissements (19 %).

## 7. RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR TYPE D'INVESTISSEUR

(EN MILLIONS D'EUROS)

Les opérateurs indépendants restent les principaux investisseurs en montant et représentent 48 % des montants investis.



Les montants investis par les intervenants indépendants représentent 4,9 milliards d'euros en 2006 et concentrent en nombre 45 % des investissements.

Les intervenants semi-captifs ont investi 3,9 milliards d'euros contre 1,1 milliard d'euros en 2005.

Les montants investis par les intervenants captifs augmentent de 10 % par rapport à 2005 et s'élèvent à 1,4 milliard d'euros.

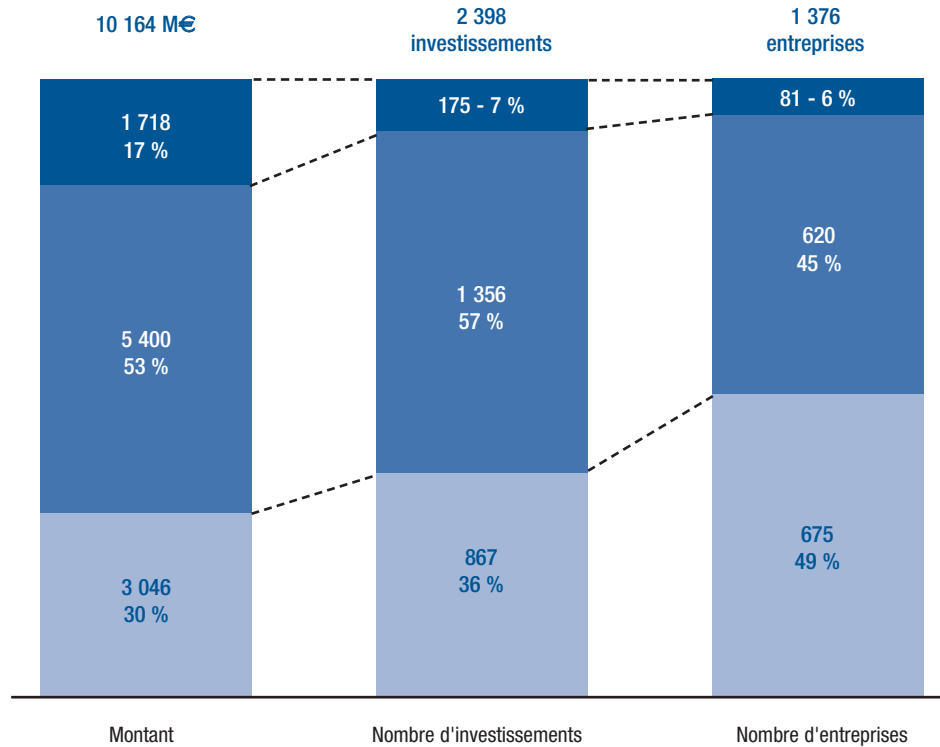
En valeur, les investisseurs issus du secteur public sont nettement moins présents en 2006, ils représentent moins de 1 % du total investi contre 7 % en 2005. En nombre, 3 % des investissements sont réalisés par ces intervenants comparé à 2 % en 2005.

Pour les acteurs indépendants, bien que le montant moyen apporté par investissement ait diminué entre 2005 et 2006 (4,5 millions en 2006 contre 5,9 millions d'euros en 2005), il a néanmoins presque quadruplé sur la période 1999-2006. De leur côté, les fonds semi-captifs voient leur ticket unitaire d'investissement passer de 2,4 millions d'euros en 2005 à 6,0 millions d'euros en 2006. De même, le ticket moyen apporté par les fonds captifs a augmenté sur l'année, passant de 1,9 million en 2005 à 2,3 millions en 2006.

## 8. RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR SYNDICATION

(EN MILLIONS D'EUROS, EN NOMBRE D'OPÉRATIONS ET EN NOMBRE D'ENTREPRISES)

Les opérations syndiquées représentent 70 % des montants investis et ont concerné 51 % des entreprises soutenues en 2006.



Opérations non syndiquées Syndications nationales Syndications transnationales

Source : AFIC/PwC

L'essentiel de la croissance de l'activité provient des opérations syndiquées qui demeurent prépondérantes en 2006, tant en valeur (70 % contre 59 % en 2005) qu'en nombre (64 % contre 59 % en 2005).

Les syndications nationales s'élèvent à 5,4 milliards d'euros pour 1 356 opérations, soit un montant unitaire moyen d'investissement de 4,0 millions d'euros en 2006 comparé à 3,2 millions d'euros pour 2005.

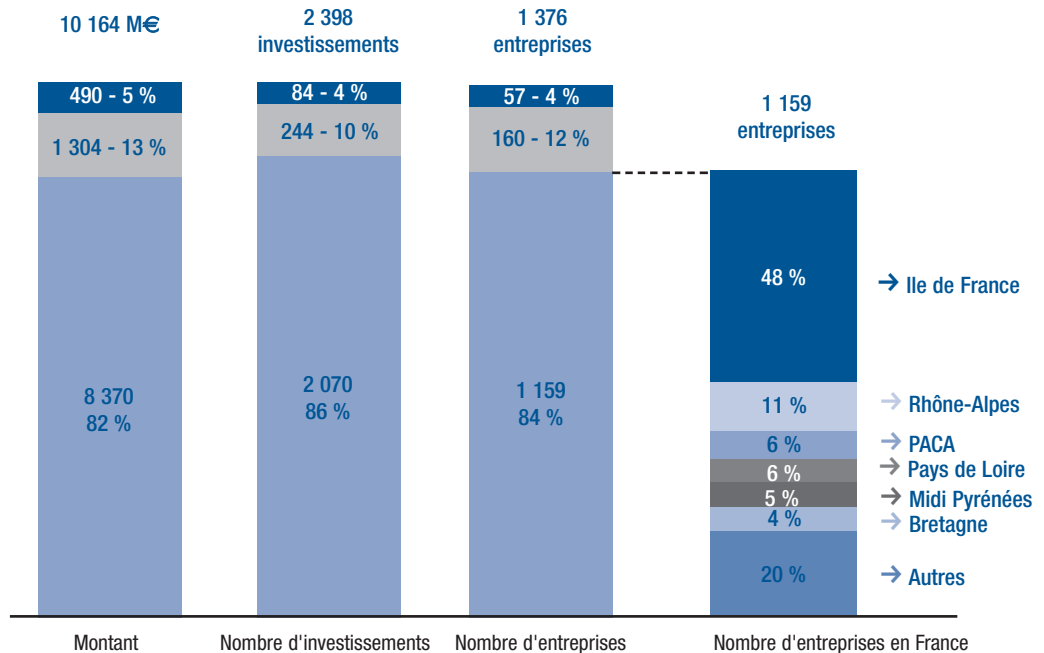
En montant, les syndications transnationales augmentent de 8 % par rapport à 2005 mais ne représentent plus que 7 % de l'ensemble des investissements en nombre contre 12 % en 2005.

Alors que le nombre d'opérations non syndiquées progresse par rapport à 2005, le ticket moyen d'investissement pour ce type d'opérations diminue légèrement, passant de 3,9 millions d'euros en 2005 à 3,5 millions d'euros en 2006.

## 9. RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES INVESTISSEMENTS

(EN MILLIONS D'EUROS, EN NOMBRE D'OPÉRATIONS ET EN NOMBRE D'ENTREPRISES)

Les investissements ont été principalement réalisés en France (82 % en valeur, 84 % en nombre d'entreprises) et la part de l'Île-de-France dans le total investi en France reste la plus significative (75 % de l'ensemble investi en France et 48 % en nombre d'entreprises).



■ Reste du monde ■ Autres pays européens ■ France

Source : AFIC/PwC

8,4 milliards d'euros soit 82 % des montants investis ont été apporté à des entreprises françaises contre 76 % en 2005. En valeur, la part des investissements réalisés en Europe s'élève à 13 % en 2006, contre 23 % en 2005 et 10 % en 2004.

En nombre, 86 % des opérations sont réalisées en France (soit 2 070 investissements en 2006), ce qui représente une part stable comparée à 2005 (1 826 opérations sur un total de 2 072 investissements). Parallèlement, le nombre d'entreprises accompagnées à l'étranger progresse de 32 %.

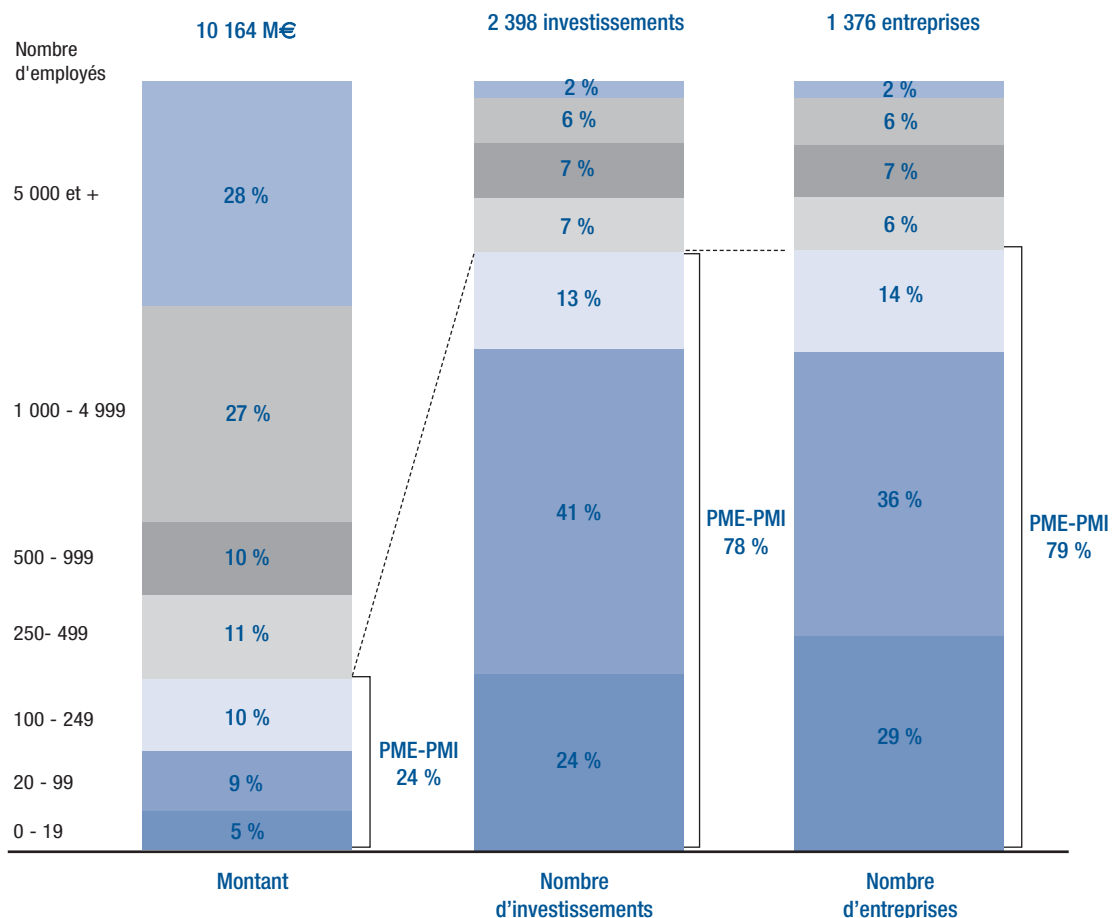
Le ticket unitaire moyen pour les investissements réalisés en France augmente de 3,4 millions d'euros en 2005 à 4,0 millions d'euros en 2006. Celui réalisé dans les autres pays européens s'élève à 5,3 millions d'euros en 2006 (contre 11,3 millions d'euros en 2005).

La répartition géographique des entreprises en France reste globalement stable avec une forte concentration sur l'Île-de-France (48 %), suivie par Rhône-Alpes (11 %) et PACA (6 %), qui sont les régions à forte densité de PME.

### 10. RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS EN FONCTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS DE L'ENTREPRISE CIBLE

(EN MILLIONS D'EUROS, EN NOMBRE D'OPÉRATIONS ET EN NOMBRE D'ENTREPRISES)

Les PME-PMI françaises de moins de 250 salariés représentent 79 % des entreprises accompagnées en 2006.



Source : AFIC/PwC

En nombre, l'activité du Capital Investissement se concentre sur les PME-PMI. Les entreprises de moins de 250 salariés représentent 78 % du nombre d'opérations soit 1 864 opérations sur 2006. En valeur, elles représentent 24 % du total investi, soit 2,5 milliards d'euros. Le Capital Investissement soutient l'ensemble des entreprises, puisque 65 % des investissements en valeur sont dédiés aux entreprises de plus de 500 salariés.

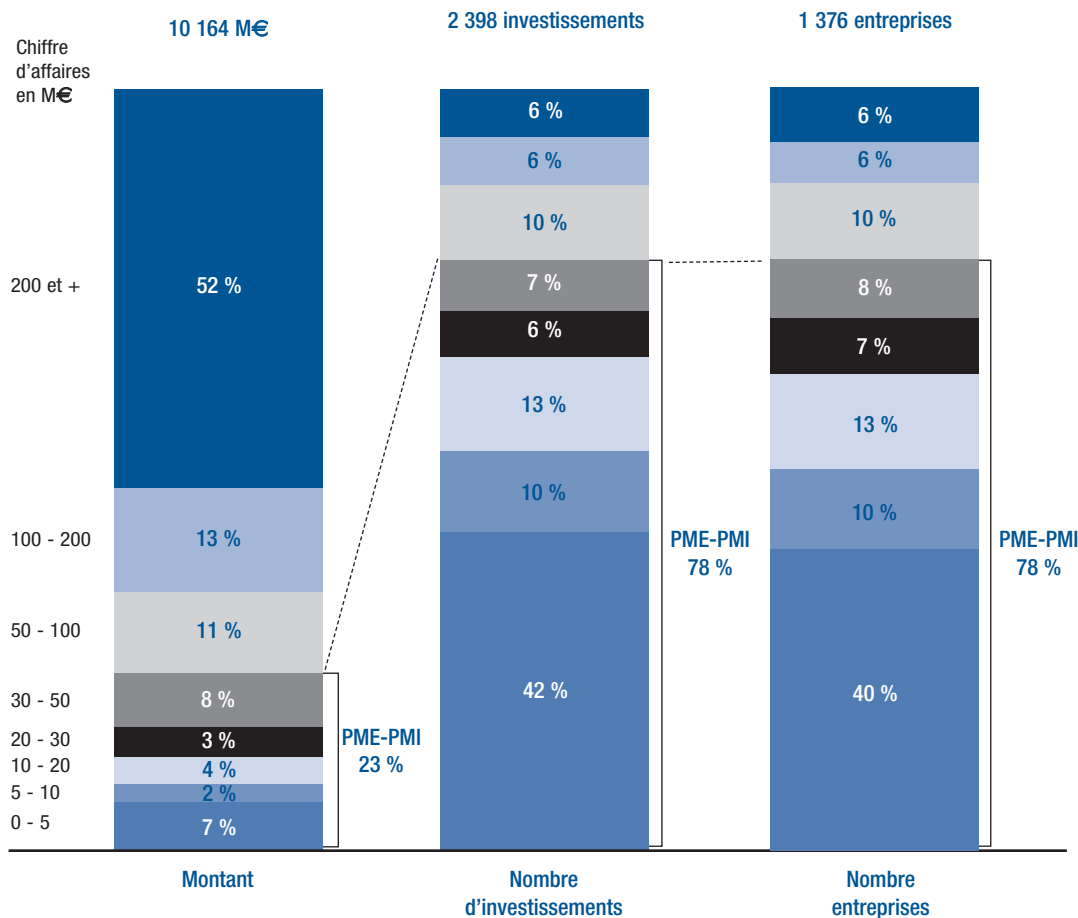
Le montant unitaire moyen investi dans des entreprises de moins de 500 salariés est passé de 2,1 millions d'euros en 2005 à 1,7 million d'euros en 2006.

Le Capital Investissement, notamment au travers des opérations d'amorçage, de création et de développement, continue de financer le tissu économique et social français. Cette répartition est conforme à celle observée en 2005 : respectivement 65 % et 24 % des investissements ont été effectués dans les entreprises de moins de 100 et 20 salariés en 2006 contre 70 % et 36 % en 2005.

## 11. RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS EN FONCTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE L'ENTREPRISE CIBLE

(EN MILLIONS D'EUROS, EN NOMBRE D'OPÉRATIONS ET EN NOMBRE D'ENTREPRISES)

**78 % du nombre d'investissements a été effectué dans des entreprises réalisant moins de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires.**



Source : AFIC/PwC

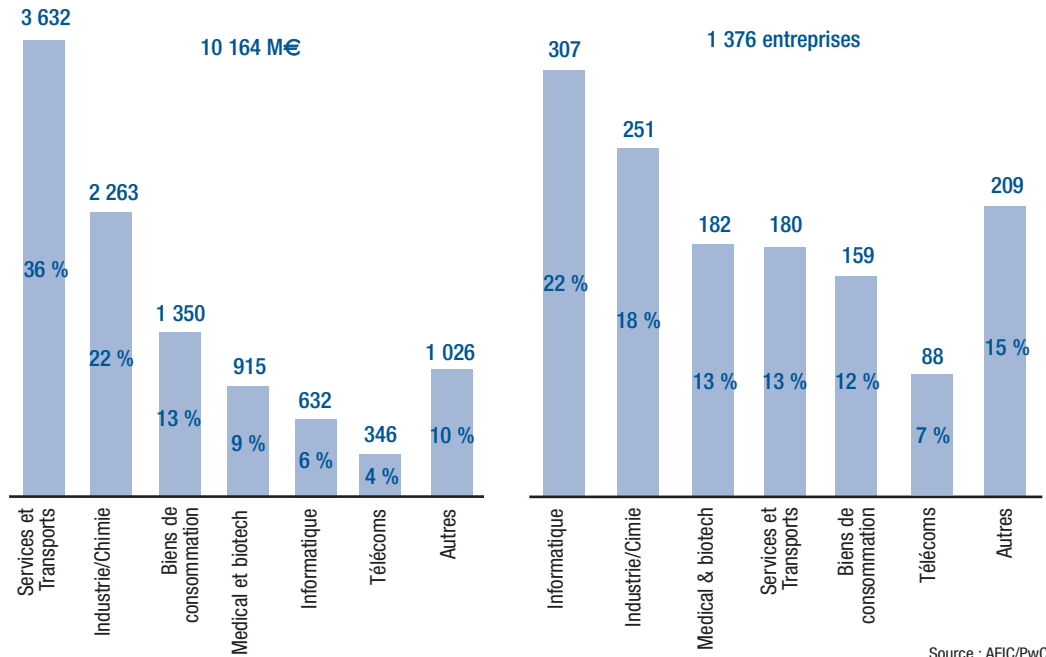
En 2006, les PME-PMI qui réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions d'euros représentent 78 % du nombre d'opérations contre 83 % en 2005 (soit 1 866 opérations comparé à 1 733 en 2005). 52 % des investissements en nombre concernent des entreprises réalisant moins de 10 millions d'euros de chiffres d'affaires.

En valeur, les investissements dans les PME-PMI réalisant moins de 50 millions de chiffre d'affaires atteignent 2,4 milliards d'euros en 2006, soit 23 % du total investi contre 33 % du total réalisé en 2005.

145 investissements ont porté sur des entreprises réalisant plus de 200 millions d'euros de chiffre d'affaires. Ces investissements ont représenté 5,3 milliards d'euros et 52 % du total en valeur des investissements de l'année (contre 45 % en 2005).

**12. RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE CIBLE**  
(EN MILLIONS D'EUROS ET EN NOMBRE D'ENTREPRISES)

En 2006, 71 % des montants investis sont concentrés sur trois secteurs d'activité (Services & Transports, Industrie & Chimie et Biens de consommation) qui représentent 39 % des investissements en nombre.

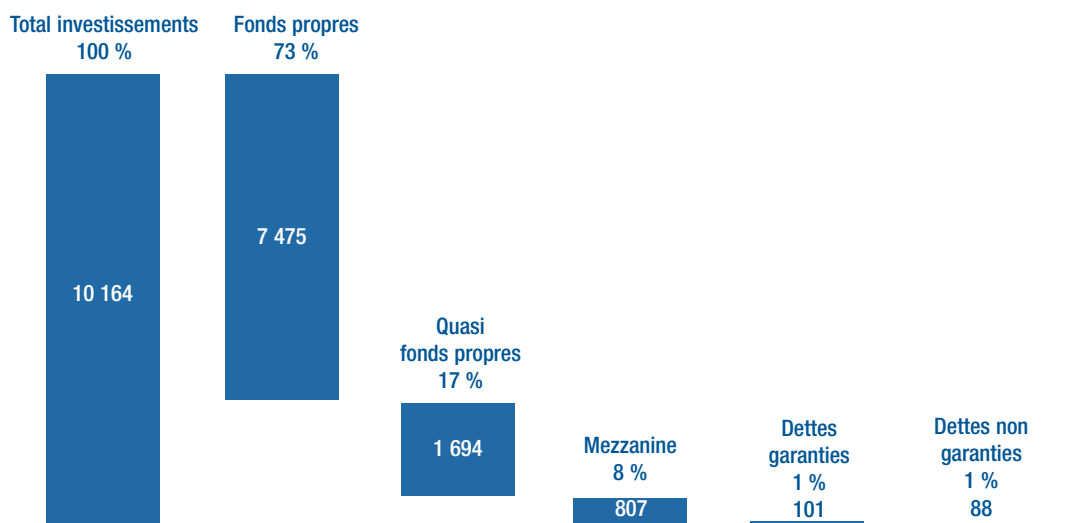


En 2006, les secteurs Services & Transports (36 %), Industrie & Chimie (22 %) et Biens de consommation (13 %) constituent en valeur le « trio gagnant ». Les trois mêmes secteurs étaient déjà en tête de classement en 2004 et en 2005.

En nombre d'entreprises, les deux premiers secteurs d'activité sont l'Informatique (22 % des entreprises accompagnées en 2006) et l'Industrie & Chimie (18 %). A la troisième place, le secteur Médical & Biotech (13 %) se maintient globalement au même niveau que 2005. En nombre, 40 % des entreprises financées développent une activité innovante ou technologique.

**13. RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR TYPE DE FINANCEMENT**  
(EN MILLIONS D'EUROS)

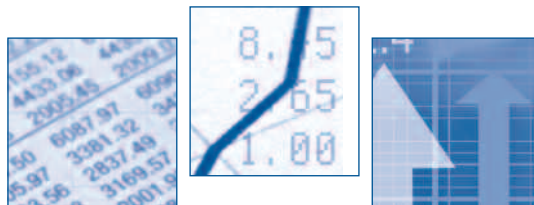
73 % des opérations de l'année 2006 sont des investissements en fonds propres.



La grande majorité des investisseurs continue de privilégier les investissements en fonds propres et quasi fonds-propres qui représentent 9,2 milliards d'euros (contre 7,5 milliards d'euros en 2005), soit 90 % des capitaux investis en 2006 contre 93 % en 2005 et 94 % en 2004.

Au demeurant, les financements Mezzanine connaissent une nette progression et un véritable développement, passant de 463 millions d'euros à 807 millions d'euros, soit une augmentation de 74 %.

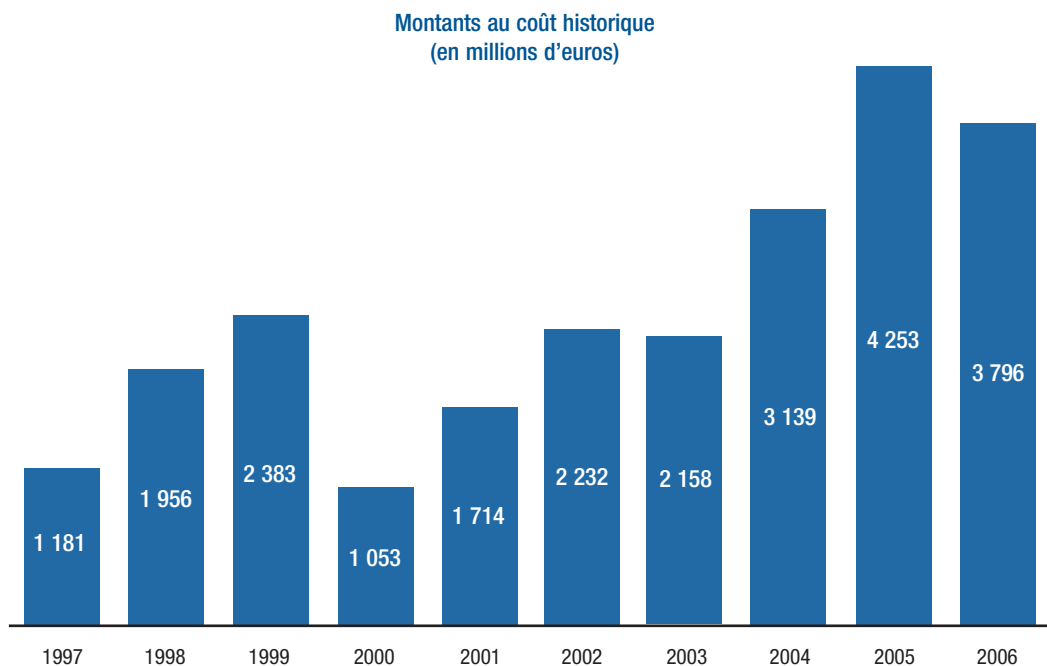
# LES DÉSINVESTISSEMENTS



## 1. ÉVOLUTION HISTORIQUE DES DÉSINVESTISSEMENTS

(EN MILLIONS D'EUROS AU  
COÛT HISTORIQUE)

Le niveau des désinvestissements réalisés en 2006 (au coût historique) s'est élevé à 3,8 milliards d'euros et leur nombre a augmenté de 8 %.



Source : AFIC/PwC

Les désinvestissements se situent en 2006 et au coût historique, au même niveau que les investissements réalisés quatre ans plus tôt (ce qui correspond à la durée moyenne de détention d'une participation), traduisant la bonne liquidité du marché des cessions. En outre, à l'exclusion de 2003 et 2005, les désinvestissements sont en progression continue depuis 2000.

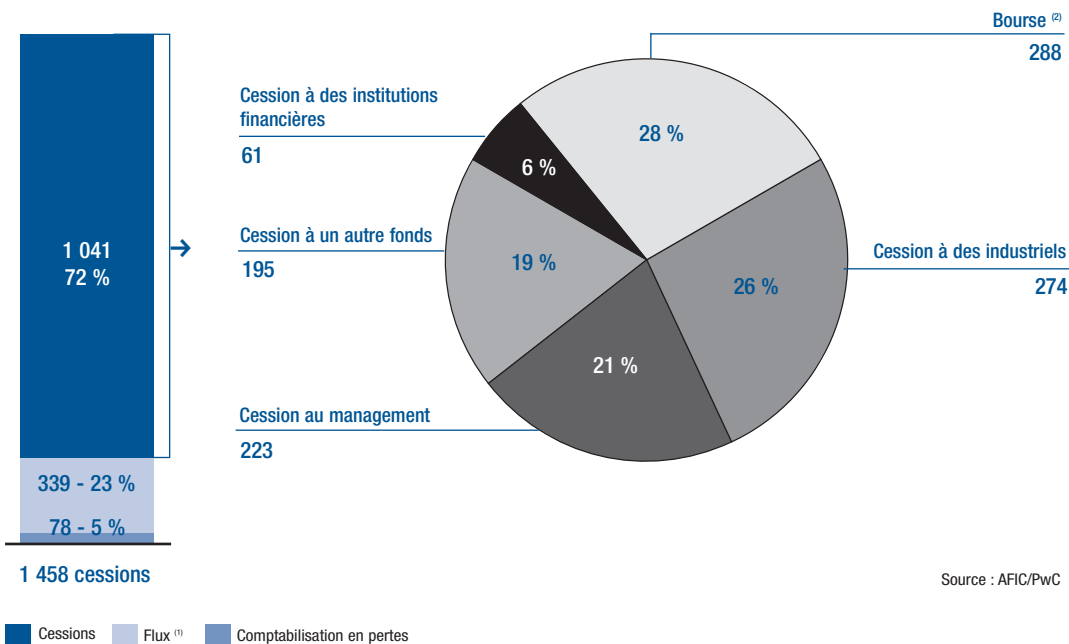
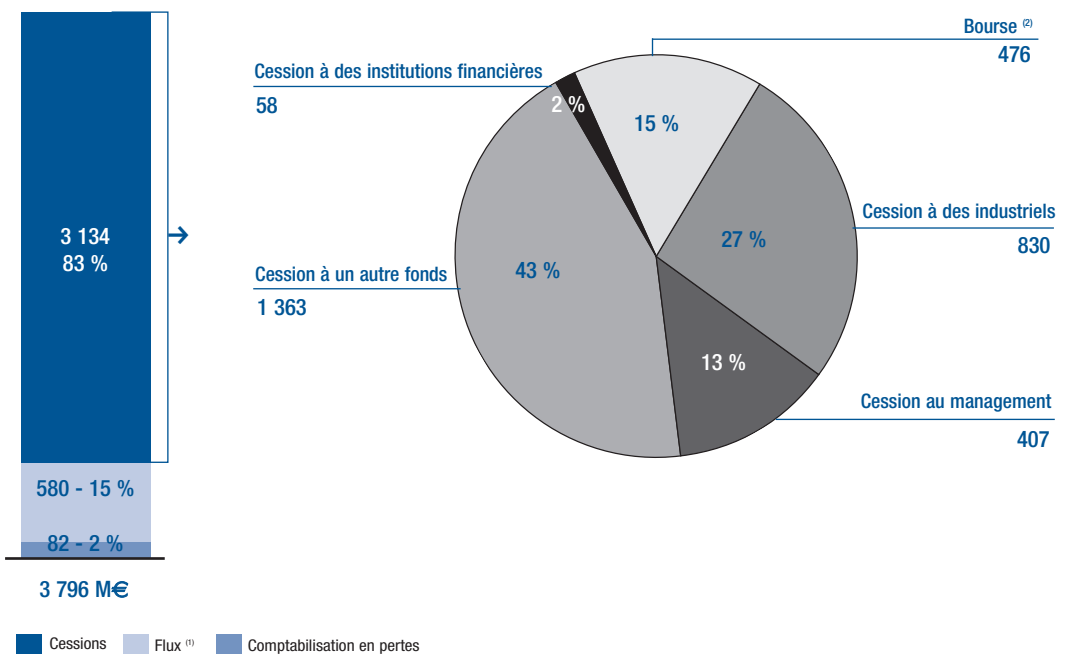
En nombre, la tendance haussière des désinvestissements amorcée en 2004 s'est confirmée en 2006, démontrant là encore la bonne liquidité des actifs. Pour la quatrième année consécutive, le nombre de désinvestissements a augmenté pour atteindre 1 458 opérations contre 1 346 en 2005. Cette hausse s'explique principalement par la reprise des marchés boursiers, les cessions en bourse progressant de 81 %.

En moyenne, sur les trois dernières années, le nombre de cessions industrielles, de cessions en bourse et de cessions à un autre fonds s'est élevé respectivement à 258, 188 et 147 opérations.

## 2. RÉPARTITION DES DÉSINVESTISSEMENTS PAR TYPE

(EN MILLIONS D'EUROS ET EN NOMBRE D'OPÉRATIONS)

Les désinvestissements réalisés en 2006 se sont maintenus à un niveau élevé.



Source : AFIC/PwC

(1) Inclut les remboursements d'obligations convertibles, de comptes courants et de prêts, ainsi que les recapitalisations, les réductions de capital et autres flux de désinvestissement.

(2) Inclut les introductions en bourse et les cessions de titres cotés après introduction.

\* Au coût historique.

Les sorties boursières et cessions de titres cotés ont augmenté en nombre (288 opérations contre 159 en 2005), ce qui confirme le redressement du marché boursier en France et le dynamisme du marché Alternext. En nombre de cessions, la vente à des acheteurs industriels reste l'un des principaux modes de sorties (274 opérations en 2005 et 2006), du fait de la bonne santé du marché des fusions-acquisitions. Les cessions au management et les cessions à une autre société de Capital Investissement ont représenté 28 % des désinvestissements en 2005 et 2006 (pour des montants en valeur historique de plus de 1,7 milliard d'euros), confirmant le rôle du Capital Investissement dans l'émergence de nouveaux profils d'entrepreneurs.

Les pertes sont passées de 47 millions à 82 millions d'euros entre 2005 et 2006, mais leur poids relatif reste stable (2 % des désinvestissements en 2005 et 2006).

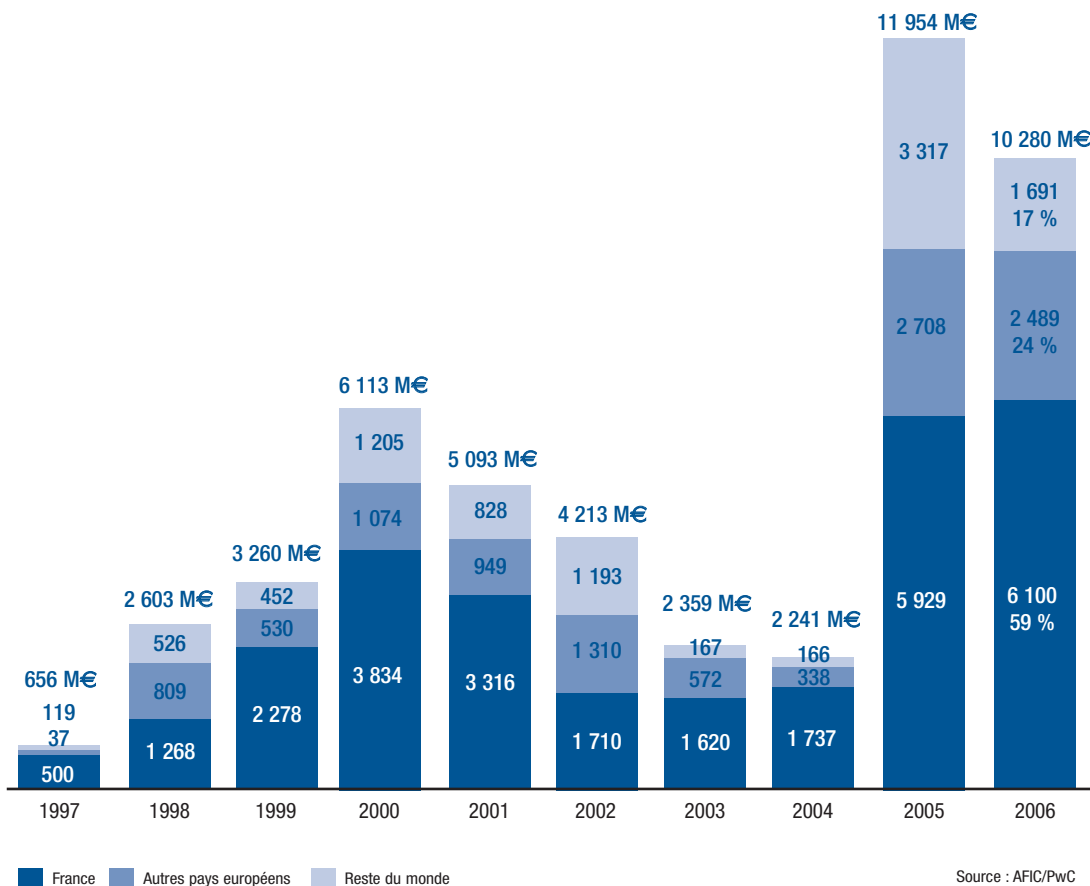
# LES CAPITAUX LEVÉS



## 1. CAPITAUX LEVÉS PAR ORIGINE GÉOGRAPHIQUE

(EN MILLIONS D'EUROS)

Avec 10,3 milliards d'euros levés en 2006, l'activité des levées de fonds se situe à un niveau comparable aux montants investis.



Note: hors dividendes, plus-values et intérêts disponibles pour le réinvestissement

Avec plus de 10 milliards d'euros, les levées de fonds restent à un niveau très élevé en 2006. Bien que ce montant soit en recul par rapport à 2005, le nombre d'acteurs qui ont levé des capitaux en 2006 reste à un niveau élevé.

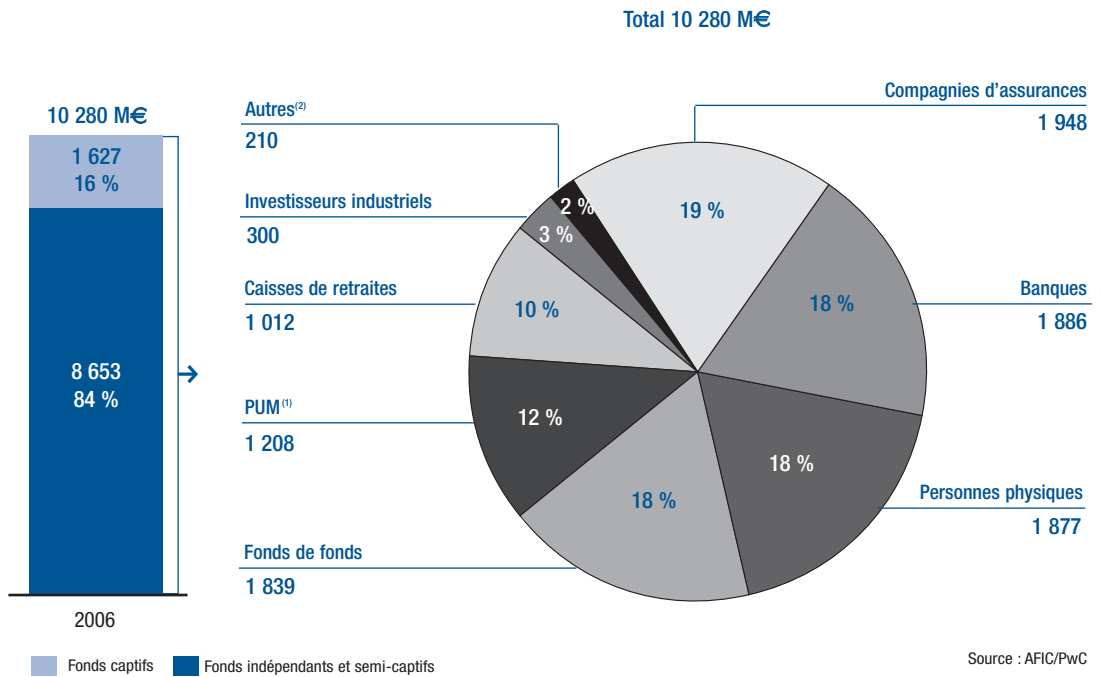
Dans le même temps, les capitaux levés auprès des investisseurs institutionnels français sont plus importants, passant de 5,9 milliards d'euros en 2005 à 6,1 milliards d'euros en 2006.

La part des capitaux internationaux reste à un niveau élevé puisqu'elle atteint 41 % du montant total levé sur l'année, soit 4,2 milliards d'euros, contre 50 % en 2005 et 6,0 milliards d'euros. Cette plus faible présence des investisseurs étrangers s'explique par l'absence de levée de fonds pan-européenne en 2006, contrairement à 2005.

**2. CAPITAUX LEVÉS EN 2006 PAR TYPE D'INTERVENANT ET PAR TYPE D'INVESTISSEUR**

(EN MILLIONS D'EUROS)

**Les compagnies d'assurances, les banques et les personnes physiques sont les principaux apporteurs de capitaux, avec 55 % des montants levés.**



(1) PUM inclut les entités relevant du secteur public, les universités et les marchés de capitaux.

(2) Autres inclut les montants provenant des sociétés mères de certains fonds captifs et dont la source n'est pas disponible.

Note : hors dividendes, plus-values et intérêts disponibles pour le réinvestissements.

Les compagnies d'assurances sont devenues les premiers pourvoyeurs de ressources malgré la légère baisse observée sur 2006 (1,9 milliard d'euros en 2006, soit 19 % du total, comparé à 2,1 milliards d'euros en 2005, soit 18 % du total). Les établissements français pèsent pour 82 % de ce montant.

Les banques représentent 18 % des capitaux apportés en 2006 et 1,9 milliard d'euros contre 24 % en 2005 et 2,9 milliards d'euros. La part des banques françaises s'élève à 70 %.

Fait marquant, les personnes physiques comptent parmi les principaux apporteurs de capitaux et se placent derrière les banques avec 18 % des capitaux alloués en 2006 (contre 12 % en 2005), marquant ainsi un retour à l'investissement des family offices.

Le poids des fonds de fonds augmente également tant en valeur relative qu'en valeur absolue. Ils deviennent les quatrièmes pourvoyeurs de capitaux (18 %, soit 1,8 milliard d'euros en 2006 contre 1,1 milliard d'euros en 2005, soit 10 %).

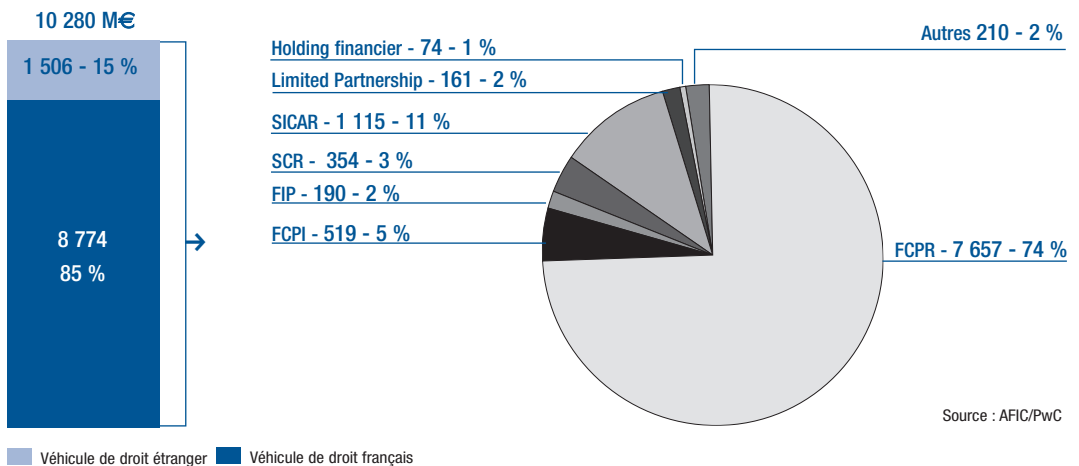
Les caisses de retraite demeurent un apporteur important de ressources, avec 10 % des fonds levés en 2006 (1,0 milliard d'euros) contre 22 % en 2005 (2,7 milliards d'euros).

La part relative des capitaux levés par des structures indépendantes ou semi-captives reste stable et s'élève à 84 % (contre 80 % en 2005 et 81 % en 2004), malgré une légère baisse de 10 % en valeur (8,6 milliards d'euros levés en 2006 contre 9,6 milliards en 2005).

### 3. CAPITAUX LEVÉS EN 2006 SELON LA FORME JURIDIQUE DU VÉHICULE

(EN MILLIONS D'EUROS)

Les trois quarts des capitaux ont été levés au travers du FCPR.



Le FCPR constitue véritablement le véhicule de référence utilisé par les investisseurs en capital français dans le cadre des levées de fonds puisque ce sont plus de 7,5 milliards d'euros qui ont été collectés à travers ce véhicule d'investissement sur une collecte totale de 10,3 milliards d'euros.

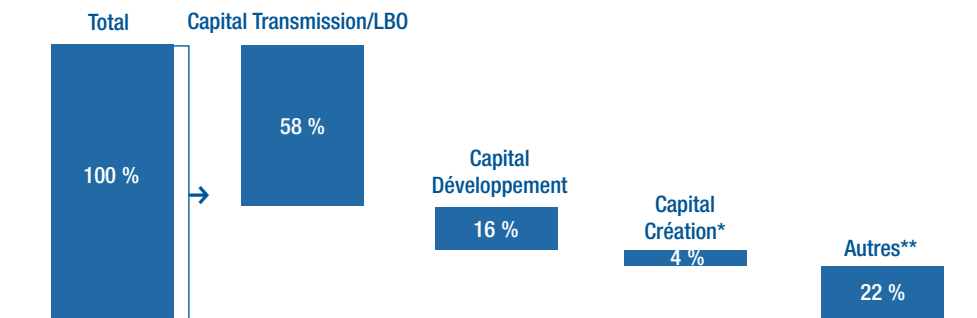
Les véhicules de droit étranger, dont notamment les SICAR et le Limited Partnership, pèsent pour 15 % des levées de fonds.

Les FCPI et les FIP représentent une part significative des capitaux apportés par des personnes physiques. Les montants collectés via ces véhicules continuent de progresser avec respectivement 519 et 190 millions d'euros levés en 2006.

### 4. INTENTIONS D'ALLOCATION DES CAPITAUX DISPONIBLES

(EN MILLIONS D'EUROS)

Les investisseurs en capital continuent de privilégier en 2006 les opérations du Capital Transmission / LBO dans leurs intentions d'allocations des ressources disponibles.



\*Création inclut les stades d'Amorçage, Création et Post-création - \*\* Retournement, rachat de positions d'actionnaires, rachats de titres cotés. - Source : AFIC/PwC

Les investisseurs interrogés sur leurs intentions d'affectation des fonds disponibles continuent à privilégier les opérations de Capital Transmission / LBO, avec 58 % des intentions d'investissement, soit une légère diminution par rapport à 2005 (66 %).

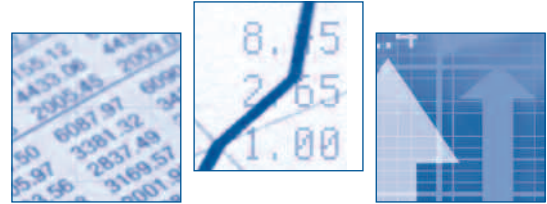
La part relative des intentions d'investissement en développement augmente légèrement par rapport à 2005 (16 % en 2006 contre 15 % en 2005) même si les montants qui devraient être alloués sont moins importants (1,7 milliard d'euros en 2006 contre 1,8 milliard d'euros en 2005).

Les intentions d'investissement en création diminuent fortement par rapport à 2005 (4 % en 2006, soit 461 millions d'euros, contre 10 % en 2005, soit 1,2 milliard d'euros).

Les intentions d'allocation des fonds levés dans le secteur technologie sont en baisse, en valeur relative, puisqu'elles représentent 6 % cette année contre 9 % en 2005. Le montant de ces intentions pour 2006 (672 millions d'euros avec dividendes) est environ deux fois plus faible qu'en 2005 (1,1 milliard d'euros).

Enfin, les plus-values et revenus du portefeuille disponibles pour le réinvestissement ont fortement augmenté : 605 millions d'euros en 2006 contre 253 millions d'euros en 2005.

# ANNEXES



## ANNEXE 1 CADRE GÉNÉRAL DE L'ENQUÊTE

Lors de la lecture des différentes statistiques et de leur évolution pluri-annuelle ou pluri-semestrielle, le lecteur doit garder à l'esprit les points suivants qui ont pu prévaloir dans les orientations de collecte et d'exploitation des données :

- L'enquête repose sur la collecte d'opérations individualisées qui sont restituées de manière agrégée, conformément à l'engagement de confidentialité liant l'AFIC, PricewaterhouseCoopers et les membres de l'AFIC.
- En 2006, 193 membres de l'AFIC sur les 209 membres actifs interrogés dans le cadre de l'étude ont répondu au moins à l'un des 2 questionnaires, soit un taux de réponse de 92 %. Comme pour les périodes précédentes, il n'a pas été fait d'extrapolation des non-répondants.
- Le questionnaire adressé aux membres de l'AFIC répond aux standards européens : il est conforme à l'approche définie conjointement par l'EVCA et les Associations Nationales de Capital Investissement en Europe.
- L'enquête vise l'ensemble des opérations réalisées en France et à l'étranger par les opérateurs français en Capital Investissement, membres de l'AFIC.
- Est considéré comme opérateur en Capital Investissement tout organisme effectuant des investissements en fonds propres ou quasi fonds propres dans des entreprises non cotées, qui s'est doté d'une équipe de professionnels se consacrant à temps plein à cette activité et apportant une contribution constructive aux entreprises dans lesquelles il investit.
- Dans le souci de mieux apprécier l'activité sur le territoire français, il est procédé pour certaines données à l'intégration d'informations collectées par l'EVCA au niveau européen, notamment pour les investissements réalisés par des opérateurs étrangers en France.
- Les investissements réalisés par des sociétés d'investissement, membres de l'AFIC, dans d'autres sociétés et fonds de Capital Investissement (activité de fonds de fonds) sont exclus des statistiques afin d'éviter les doubles comptages.
- Lorsqu'un affilié français d'un réseau international a réalisé une opération indépendamment de sa société-mère, cette opération a été incluse dans les statistiques nationales.
- Une syndication nationale comprend uniquement des opérateurs basés en France, que l'entreprise concernée par l'opération soit située en France ou à l'étranger.
- Une syndication transnationale comprend une ou plusieurs sociétés de Capital Investissement basées en France, ainsi qu'un ou plusieurs partenaires étrangers, que l'entreprise concernée par l'opération soit située en France ou à l'étranger.
- Les LBO secondaires voire tertiaires sont considérés comme des nouveaux investissements.
- Le nombre d'opérations réalisées sur une période est la somme des investissements réalisés par chaque membre répondant sur la période considérée, même lorsqu'il agit en syndication auprès de la même entreprise-cible.

## ANNEXE 2 DÉCOUPAGE RÉGIONAL DE L'ENQUÊTE

### ZONE NORD

Basse-Normandie	Haute-Normandie	Nord	Picardie
Calvados	Eure	Nord	Aisne
Manche	Seine-Maritime	Nord-Pas-de-Calais	Oise
Orne			Somme

### ZONE OUEST

Aquitaine	Bretagne	Pays de la Loire	Poitou-Charentes
Dordogne	Côtes-d'Armor	Loire-Atlantique	Charente
Gironde	Finistère	Maine-et-Loire	Charente-Maritime
Landes	Ille-et-Vilaine	Mayenne	Deux-Sèvres
Lot-et-Garonne	Morbihan	Sarthe	Vienne
Pyrénées-Atlantique		Vendée	

### CENTRE-RHÔNE-ALPES

Rhône-Alpes	Auvergne	Centre	Limousin
Ain	Allier	Cher	Corrèze
Ardèche	Cantal	Eure-et-Loir	Haute-Vienne
Drôme	Haute-Loire	Indre	
Haute-Savoie	Puy-de-Dôme	Indre-et-Loire	
Isère		Loiret	
Loire		Loir-et-Cher	
Rhône			
Savoie			

### ZONE EST

Alsace	Champagne-Ardenne	Franche-Comté	Lorraine	Bourgogne
Bas-Rhin	Ardennes	Doubs	Meurthe-et-Moselle	Côte-d'Or
Haut-Rhin	Aube	Haute-Saône	Meuse	Nièvre
	Marne	Jura	Moselle	Saône-et-Loire
	Haute-Marne	Territoire de Belfort	Vosges	Yonne

### ZONE SUD-OUTRE-MER

PACA	Corse	Languedoc-Roussillon	Midi-Pyrénées	Outre-Mer
Alpes-de-Haute-Provence	Corse-du-sud	Aude	Ariège	
Alpes-Maritimes	Haute-Corse	Gard	Aveyron	
Bouches-du-Rhône		Hérault	Gers	
Hautes-Alpes		Lozère	Hautes-Pyrénées	
Var		Pyrénées-Orientales	Haute-Garonne	
Vaucluse		Tarn	Lot	
		Tarn-et-Garonne		

### ZONE ILE-DE-FRANCE

Essonne	Paris	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne
Hauts-de-Seine	Seine-et-Marne	Val-d'Oise	Yvelines

### ANNEXE 3 LA DÉFINITION DES STADES DE DÉVELOPPEMENT

- **Amorçage**  
Financement destiné à une entreprise avant sa création.
- **Création**  
L'entreprise peut être en phase de création ou au tout début de son activité. Elle n'a pas commercialisé son produit. Le financement est destiné au développement du produit.
- **Post-création**  
L'entreprise a déjà achevé le développement d'un produit et a besoin de capitaux pour en démarrer la fabrication et la commercialisation. Elle ne génère encore aucun profit.
- **Développement**  
L'entreprise a atteint son seuil de rentabilité et dégage des profits. Les fonds seront employés pour augmenter ses capacités de production et sa force de vente, développer de nouveaux produits, financer des acquisitions et/ou accroître son fonds de roulement. Ont par ailleurs été inclus sous cet intitulé, les financements relais.
- **Transmission/Succession/LBO**  
Cette catégorie inclut les différents types de buy-outs (Leverage/Management "buy-out" ou Leverage/Management buy-in) ainsi que les rachats d'entreprises par les salariés. Les capitaux sont destinés à permettre l'acquisition par la direction existante, ou par une nouvelle équipe, et par leurs investisseurs, d'une entreprise déjà établie. Ce peut être également un financement visant à créer une société holding afin d'acquérir une ou plusieurs entreprises existantes, notamment dans le cadre de successions. Ont par ailleurs été inclus sous cet intitulé, les achats d'actions cotées.
- **Retournement/Redressement**  
Cette catégorie vise à financer et à accompagner le redressement d'entreprises en difficulté.
- **Rachats de positions minoritaires**  
Rachats d'actions détenues par des actionnaires familiaux minoritaires ou par d'autres opérateurs en Capital Investissement.

### ANNEXE 4 LES SECTEURS D'ACTIVITÉ DE L'ENQUÊTE

- **Informatique**
  - Hardware**  
Gros systèmes, portables, assistants personnels, matériel portatif, scanners, équipements de reconnaissance, synthèse vocale
  - Logiciel**  
Applications, systèmes d'exploitation et logiciels systèmes pour tout type de matériel, intégration de systèmes, développement de logiciels.
  - Semi-conducteurs**  
Semi-conducteurs, composants électroniques (ex : circuits intégrés, transistors), équipements de fabrication de semi-conducteurs.
  - Services**  
Traitements de données, maintenance, consultants et formation en technologie de l'information.
  - Technologie Internet**  
Navigateurs, portails, moteurs de recherche et autres technologies liées. Conseil et design de sites. Fournisseurs d'accès de services Internet.
- **Industrie & Chimie**
  - Automatismes industriels**  
Robotique.
  - Équipements de mesure industrielle.  
Équipements de contrôle.  
Systèmes de vision.  
Outils pour le contrôle numérique et informatique.
  - Biens et services industriels**  
Équipements et machines industriels.  
Pollution et recyclage.  
Services industriels.
  - Chimie & matériaux**  
Produits chimiques pour l'agriculture.  
Produits chimiques courants.  
Produits chimiques/matériaux spécialisés ou de haute performance.  
Enduits et adhésifs.  
Membranes et produits à base de membrane.
  - Électronique**  
Piles et batteries, systèmes d'alimentation.  
Fibres optiques.  
Instruments d'analyse et scientifiques.
- **Biens de Consommation**
  - Distribution / Détail**  
Vente aux détails de biens et services de consommation, y compris les biens et services liés aux loisirs.

**Autres**

Fabricants et fournisseurs de biens de consommation.

● **Médical & Biotechnologie**

**Biotechnologie**

Biotechnologie animale-végétale.  
Biotechnologie industrielle (ex : dérivés de produits chimiques).  
Équipements de recherche et de production liés à la biotechnologie.

**Instruments/matériels**

Produits et services de diagnostic et thérapeutiques de pointe.

**Produits pharmaceutiques**

Développement de médicaments, production et fourniture.

**Santé**

Établissements sanitaires.  
Gestion hospitalière, soins aux handicapés et fournitures sanitaires de base.

● **Télécommunications**

**Hardware**

Équipements de communication vocale et de données, équipements pour communication par câble, par satellite et cellulaire (hors opérateurs de télécommunication).

**Opérateurs**

Opérateurs de télécommunications (câble-cellulaire-satellite).

**Communications (autre)**

Diffusion télévisée et radiophonique.  
Sociétés de médias. Édition.

● **Services & Transports**

**Services (autres)**

Services d'Ingénierie.

Relations publiques et publicité.

Distributeurs.

Importateurs et vente en gros.

Consultants (hors conseil en technologie de l'information).

**Services financiers**

Banques, assurances.

Immobilier.

Sociétés de bourse/Courtiers.

**Transports**

Avion, train, bus, aéroports et autres services de transports.

Courrier et expédition.

● **Autres secteurs**

**Agriculture**

Pêche. Élevage. Culture. Exploitation forestière.

**Énergie**

Exploration et production de pétrole et de gaz. Services et équipements d'extraction et de forage. Activités liées au charbon ou à la conservation de l'énergie. Énergie de substitution.

**Construction/BTP**

Entreprise de construction.

Fabricants de matériaux de construction.

Fabricants de préfabriqués et second œuvre.

**Produits manufacturés (autres)**

Produits et services aux entreprises.

Fournitures de bureaux.

Produits et systèmes d'emballage.

Imprimerie et reliure, pâte à papier et papier.

Textiles.

Fournisseurs de matériels et tuyauteries.

**Autres**

Extraction minière.

Services publics.

Conglomérats.

**ANNEXE 5  
LES TYPES  
D'INVESTISSEURS**

● **Indépendant**

Société ou fonds de Capital Investissement indépendant dont les capitaux proviennent de plusieurs sources et dans lequel aucun actionnaire n'est majoritaire.

● **Semi-captif**

Filiale d'une banque, d'un établissement financier, d'une compagnie d'assurance ou d'une société industrielle, qui opère comme un indépendant et qui lève des capitaux importants auprès d'investisseurs externes.

● **Captif**

Organisme spécialisé dans le Capital Investissement, filiale ou département d'une banque, d'un établissement financier, d'une compagnie d'assurance ou d'une entreprise industrielle. La majorité sinon la totalité de ses capitaux provient de la maison-mère.

● **Secteur public**

Organisme spécialisé dans le Capital Investissement dont les capitaux proviennent en totalité ou en partie, directement ou indirectement, d'organismes publics.

## ANNEXE 6 LES DONNÉES CHIFFRÉES

### 1. Répartition des investissements par stade de développement

#### Données détaillées 2006

STADE DE DÉVELOPPEMENT	MONTANT (K€)	%	NOMBRE D'INV.	%	NOMBRE D'ENTREPRISES	%	TAILLE MOYENNE D'INV. (K€)
Amorçage et création <sup>(1)</sup>	536 031	5 %	717	30 %	335	24 %	748
Développement <sup>(2)</sup>	1 056 965	11 %	758	32 %	481	35 %	1 393
Transmission/LBO	8 074 642	79 %	580	24 %	362	26 %	13 925
Retournement/Redressement <sup>(3)</sup>	95 141	1 %	34	1 %	24	2 %	2 824
Rachat de position minoritaire	117 475	1 %	99	4 %	66	5 %	1 186
Autre <sup>(4)</sup>	283 943	3 %	210	9 %	108	8 %	1 350
<b>Total</b>	<b>10 164 197</b>	<b>100 %</b>	<b>2 398</b>	<b>100 %</b>	<b>1 376</b>	<b>100 %</b>	<b>4 239</b>

#### Historique des montants investis (en M€)

STADE DE DÉVELOPPEMENT	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Amorçage et création <sup>(1)</sup>	150	167	260	519	1 155	561	493	332	396	481	536
Développement <sup>(2)</sup>	358	382	587	1 071	1 884	720	755	785	695	895	1 057
Transmission/LBO	257	613	821	1 073	2 020	1 936	4 493	2 015	3 688	6 287	8 075
Retournement/Redressement <sup>(3)</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	59	95
Rachat position minoritaire	111	96	120	153	245	70	110	375	166	273	117
Autres <sup>(4)</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	136	244	77	284
<b>Total</b>	<b>876</b>	<b>1 259</b>	<b>1 788</b>	<b>2 816</b>	<b>5 304</b>	<b>3 287</b>	<b>5 851</b>	<b>3 643</b>	<b>5 189</b>	<b>8 072</b>	<b>10 164</b>

#### Historique du nombre d'investissements

STADE DE DÉVELOPPEMENT	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Amorçage et création <sup>(1)</sup>	607	526	434	861	1 334	784	817	628	661	644	717
Développement <sup>(2)</sup>	615	559	549	958	1 141	782	594	602	598	700	758
Transmission/LBO	132	181	370	457	359	292	282	290	357	479	580
Retournement/Redressement <sup>(3)</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	30	34
Rachat position minoritaire	337	285	191	270	159	68	85	127	82	153	99
Autres <sup>(4)</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	103	114	66	210
<b>Total</b>	<b>1 691</b>	<b>1 551</b>	<b>1 544</b>	<b>2 545</b>	<b>2 994</b>	<b>1 926</b>	<b>1 778</b>	<b>1 749</b>	<b>1 812</b>	<b>2 072</b>	<b>2 398</b>

(1) : A partir de l'année 2000, les postes Création et Post-crétion ont été regroupés en une seule rubrique

(2) : A partir de l'année 2005, le Retournement/Redressement est sorti de la rubrique Développement

(3) : A partir de l'année 2005, la rubrique Retournement/Redressement a été ajoutée

(4) : A partir de l'année 2003, la rubrique Autres a été ajoutée

## Historique du nombre d'entreprises

STADE DE DÉVELOPPEMENT	2003	2004	2005	2006
Amorçage et création <sup>(1)</sup>	555	417	353	335
Développement <sup>(2)</sup>	558	423	402	481
Transmission/Succession	280	285	319	362
Retournement/Redressement <sup>(3)</sup>	NA	NA	23	24
Rachat position minoritaire	105	70	104	66
Autres <sup>(4)</sup>	94	78	52	108
<b>Total</b>	<b>1 592</b>	<b>1 273</b>	<b>1 253</b>	<b>1 376</b>

(1) : A partir de l'année 2000, les postes Création et Post-crétion ont été regroupés en une seule rubrique

(2) : A partir de l'année 2005, le Retournement/Redressement est sorti de la rubrique Développement

(3) : A partir de l'année 2005, la rubrique Retournement/Redressement a été ajoutée

(4) : A partir de l'année 2003, la rubrique Autres a été ajoutée

## 2. Répartition entre investissements nouveaux et investissements ultérieurs

## Données détaillées 2006

TYPE D'INVESTISSEMENT	MONTANT (K€)	%	NOMBRE D'INVESTISSEMENTS	%	TAILLE MOYENNE D'INV. (K€)
Investissements nouveaux	8 745 687	86 %	1 325	55 %	6 600
Investissements ultérieurs	1 418 511	14 %	1 073	45 %	1 322
<b>Total</b>	<b>10 164 197</b>	<b>100 %</b>	<b>2 398</b>	<b>100 %</b>	<b>4 239</b>

## Historique des montants investis (en M€)

TYPE D'INVESTISSEMENT	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Investissements nouveaux	596	978	871	1 951	3 638	2 125	4 918	3 062	3 849	6 856	8 746
Investissements ultérieurs	280	281	917	866	1 666	1 162	933	581	1 340	1 216	1 418
<b>Total</b>	<b>876</b>	<b>1 259</b>	<b>1 788</b>	<b>2 817</b>	<b>5 304</b>	<b>3 287</b>	<b>5 851</b>	<b>3 643</b>	<b>5 189</b>	<b>8 072</b>	<b>10 164</b>

## Historique du nombre d'investissements

TYPE D'INVESTISSEMENT	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Investissements nouveaux	925	952	973	1 628	1 614	760	671	796	1 020	1 363	1 325
Investissements ultérieurs	766	599	571	917	1 380	1 166	1 107	953	792	709	1 073
<b>Total</b>	<b>1 691</b>	<b>1 551</b>	<b>1 544</b>	<b>2 545</b>	<b>2 994</b>	<b>1 926</b>	<b>1 778</b>	<b>1 749</b>	<b>1 812</b>	<b>2 072</b>	<b>2 398</b>

### 3. Répartition des investissements par type d'investisseur

## Données détaillées 2006

TYPE D'INVESTISSEUR	MONTANT (K€)	%	NOMBRE D'INVESTISSEMENTS	%	TAILLE MOYENNE D'INV. (K€)
Indépendants	4 872 150	48 %	1 085	45 %	4 490
Semi-captifs	3 869 881	38 %	649	27 %	5 963
Captifs	1 408 578	14 %	604	25 %	2 332
Secteur public	13 588	0 %	60	3 %	226
<b>Total</b>	<b>10 164 197</b>	<b>100 %</b>	<b>2 398</b>	<b>100 %</b>	<b>4 239</b>

## Historique des montants investis (en M€)

TYPE D'INVESTISSEUR	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Indépendants	311	658	672	1 709	2 162	1 382	3 251	2 576	2 585	5 120	4 872
Semi-captifs	233	194	246	865	2 363	1 334	1 887	291	531	1 133	3 870
Captifs	320	399	870	227	676	531	641	744	2 054	1 282	1 408
Secteur public	11	8	0	15	103	40	72	32	19	537	14
<b>Total</b>	<b>876</b>	<b>1 259</b>	<b>1 788</b>	<b>2 816</b>	<b>5 304</b>	<b>3 287</b>	<b>5 851</b>	<b>3 643</b>	<b>5 189</b>	<b>8 072</b>	<b>10 164</b>

## Historique du nombre d'investissements

TYPE D'INVESTISSEUR	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Indépendants	718	542	704	1 427	1 150	948	711	782	809	875	1 085
Semi-captifs	333	530	321	830	895	366	570	247	318	479	649
Captifs	560	419	519	217	534	450	387	673	628	674	604
Secteur public	80	60	0	71	414	162	110	47	57	44	60
<b>Total</b>	<b>1 691</b>	<b>1 551</b>	<b>1 544</b>	<b>2 545</b>	<b>2 994</b>	<b>1 926</b>	<b>1 778</b>	<b>1 749</b>	<b>1 812</b>	<b>2 072</b>	<b>2 398</b>

#### 4. Répartition des investissements par syndication

##### Données détaillées 2006

TYPE DE SYNDICATION	MONTANT (K€)	%	NOMBRE D'INV.	%	NOMBRE D'ENTREPRISES	%	TAILLE MOYENNE D'INV. (K€)
Opérations non syndiquées	3 045 945	30 %	867	36 %	675	49 %	3 514
Syndications nationales	5 399 997	53 %	1 356	57 %	620	45 %	3 981
Syndications transnationales	1 718 255	17 %	175	7 %	81	6 %	9 830
<b>Total</b>	<b>10 164 197</b>	<b>100 %</b>	<b>2 398</b>	<b>100 %</b>	<b>1 376</b>	<b>100 %</b>	<b>4 239</b>

##### Historique des montants investis (en M€)

TYPE DE SYNDICATION	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Opérations non syndiquées	409	615	1 321	1 260	2 942	1 884	1 051	1 570	3 279	3 339	3 046
Syndications nationales	386	509	297	1 208	1 682	952	1 221	1 235	1 135	3 148	5 400
Syndications transnationales	82	135	170	348	680	451	3 579	838	775	1 585	1 718
<b>Total</b>	<b>876</b>	<b>1 259</b>	<b>1 788</b>	<b>2 816</b>	<b>5 304</b>	<b>3 287</b>	<b>5 851</b>	<b>3 643</b>	<b>5 189</b>	<b>8 072</b>	<b>10 164</b>

##### Historique du nombre d'investissements

TYPE DE SYNDICATION	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Opérations non syndiquées	660	1 102	1 051	1 131	1 920	1 157	1 054	906	908	848	867
Syndications nationales	848	363	390	1 079	812	635	468	648	562	969	1 356
Syndications transnationales	183	86	103	335	263	134	256	195	342	255	175
<b>Total</b>	<b>1 691</b>	<b>1 551</b>	<b>1 544</b>	<b>2 545</b>	<b>2 994</b>	<b>1 926</b>	<b>1 778</b>	<b>1 749</b>	<b>1 812</b>	<b>2 072</b>	<b>2 398</b>

##### Historique du nombre d'entreprises

TYPE DE SYNDICATION	2005	2006
Opérations non syndiquées	645	675
Syndications nationales	481	620
Syndications transnationales	127	81
<b>Total</b>	<b>1 253</b>	<b>1 376</b>

## 5. Répartition géographique des investissements

### Historique des montants investis (en M€)

ZONES GÉOGRAPHIQUES D'INVESTISSEMENT	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
France	772	1 173	1 187	2 249	4 691	2 879	5 666	3 089	4 631	6 127	8 370
Autres pays européens	70	35	329	375	377	317	119	495	495	1 888	1 304
Reste du monde	34	51	272	192	236	91	66	59	63	57	490
<b>Total</b>	<b>876</b>	<b>1 259</b>	<b>1 788</b>	<b>2 816</b>	<b>5 304</b>	<b>3 287</b>	<b>5 851</b>	<b>3 643</b>	<b>5 189</b>	<b>8 072</b>	<b>10 164</b>

### Historique du nombre d'investissements

ZONES GÉOGRAPHIQUES D'INVESTISSEMENT	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
France	1 505	1 411	1 380	2 308	2 625	1 749	1 608	1 567	1 625	1 826	2 070
Autres pays européens	67	66	67	112	181	77	71	102	117	167	244
Reste du monde	119	74	97	125	188	100	99	80	70	79	84
<b>Total</b>	<b>1 691</b>	<b>1 551</b>	<b>1 544</b>	<b>2 545</b>	<b>2 994</b>	<b>1 926</b>	<b>1 778</b>	<b>1 749</b>	<b>1 812</b>	<b>2 072</b>	<b>2 398</b>

### Historique du nombre d'entreprises

ZONES GÉOGRAPHIQUES D'INVESTISSEMENT	2005	2006
France	1 088	1 159
Autres pays européens	115	160
Reste du monde	50	57
<b>Total</b>	<b>1 253</b>	<b>1 376</b>

### Historique des montants investis (en M€)

RÉGIONS D'INVESTISSEMENT EN FRANCE	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ile-de-France	347	681	686	1 151	2 784	1 731	2 352	1 987	3 417	4 008	6 299
Centre-Rhône-Alpes	155	133	123	292	504	541	2 478	296	368	556	539
Nord	45	75	57	160	137	130	187	114	117	255	483
Est	80	47	160	147	179	82	105	136	212	161	176
Ouest	99	168	118	360	604	264	309	319	318	808	294
Sud-Outre-mer	46	69	43	139	483	129	235	239	200	340	578
<b>Total</b>	<b>772</b>	<b>1 173</b>	<b>1 187</b>	<b>2 249</b>	<b>4 691</b>	<b>2 879</b>	<b>5 666</b>	<b>3 089</b>	<b>4 631</b>	<b>6 127</b>	<b>8 370</b>

### Historique du nombre d'investissements

RÉGIONS D'INVESTISSEMENT EN FRANCE	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ile-de-France	569	438	521	787	1 114	872	764	781	740	828	1 053
Centre-Rhône-Alpes	282	211	162	278	355	263	287	232	264	281	251
Nord	108	145	184	200	190	77	82	71	75	100	100
Est	146	98	194	267	206	104	92	70	87	98	96
Ouest	237	295	150	416	417	250	169	208	223	266	276
Sud-Outre-mer	163	224	169	360	343	183	214	205	236	253	295
<b>Total</b>	<b>1 505</b>	<b>1 411</b>	<b>1 380</b>	<b>2 308</b>	<b>2 625</b>	<b>1 749</b>	<b>1 608</b>	<b>1 567</b>	<b>1 625</b>	<b>1 826</b>	<b>2 070</b>

## Historique du nombre d'entreprises

RÉGIONS D'INVESTISSEMENT EN FRANCE	2005	2006
Ile de France	465	554
Centre-Rhône-Alpes	190	166
Nord	68	55
Est	63	65
Ouest	151	168
Sud-Outre-Mer	151	151
<b>Total</b>	<b>1 088</b>	<b>1 159</b>

REGIONS D'INVESTISSEMENT EN FRANCE	MONTANT (K€)	%	NOMBRE D'INV.	%	NOMBRE D'ENTREPRISES	%
<b>Ile-de-France</b>	<b>6 299 210</b>	<b>75,3 %</b>	<b>1 053</b>	<b>50,8 %</b>	<b>554</b>	<b>47,8 %</b>
<b>Centre-Rhône-Alpes</b>	<b>539 062</b>	<b>6,4 %</b>	<b>251</b>	<b>12,1 %</b>	<b>166</b>	<b>14,3 %</b>
Auvergne	36 465	0,4 %	17	0,8 %	11	1,0 %
Limousin	12 222	0,1 %	9	0,4 %	8	0,7 %
Rhône-Alpes	456 107	5,4 %	194	9,4 %	127	10,9 %
Centre	34 267	0,4 %	31	1,5 %	20	1,7 %
<b>Nord</b>	<b>483 452</b>	<b>5,8 %</b>	<b>100</b>	<b>4,8 %</b>	<b>55</b>	<b>4,7 %</b>
Nord	228 397	2,7 %	58	2,8 %	30	2,6 %
Picardie	197 142	2,4 %	19	0,9 %	7	0,6 %
Haute-Normandie	6 357	0,1 %	7	0,3 %	6	0,5 %
Basse-Normandie	51 557	0,6 %	15	0,7 %	11	1,0 %
<b>Est</b>	<b>176 493</b>	<b>2,1 %</b>	<b>96</b>	<b>4,6 %</b>	<b>65</b>	<b>5,6 %</b>
Bourgogne	12 863	0,2 %	8	0,4 %	7	0,6 %
Champagne-Ardenne	33 729	0,4 %	14	0,7 %	12	1,1 %
Franche-Comté	10 220	0,1 %	8	0,4 %	8	0,7 %
Alsace	94 590	1,1 %	35	1,7 %	20	1,7 %
Lorraine	25 090	0,3 %	31	1,5 %	18	1,5 %
<b>Ouest</b>	<b>293 845</b>	<b>3,5 %</b>	<b>276</b>	<b>13,3 %</b>	<b>168</b>	<b>14,5 %</b>
Pays de Loire	128 835	1,5 %	106	5,1 %	66	5,7 %
Poitou-Charente	34 178	0,4 %	33	1,6 %	20	1,7 %
Bretagne	65 578	0,8 %	82	3,9 %	51	4,4 %
Aquitaine	65 255	0,8 %	55	2,7 %	31	2,7 %
<b>Sud-Outre-Mer</b>	<b>578 052</b>	<b>6,9 %</b>	<b>295</b>	<b>14,3 %</b>	<b>151</b>	<b>13,1 %</b>
Midi-Pyrénées	268 595	3,2 %	117	5,7 %	53	4,6 %
Languedoc-Roussillon	91 710	1,1 %	50	2,4 %	30	2,6 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	216 397	2,6 %	126	6,1 %	66	5,7 %
DOM-TOM	302	0,0 %	1	0,0 %	1	0,1 %
Corse	1 047	0,0 %	1	0,0 %	1	0,1 %
<b>Total</b>	<b>8 370 114</b>	<b>100 %</b>	<b>2 070</b>	<b>100 %</b>	<b>1 159</b>	<b>100 %</b>

## 6. Répartition des investissements en fonction du nombre d'employés de l'entreprise cible

### Données détaillées 2006 (segmentation PME-PMI)

NOMBRE D'EMPLOYÉS	MONTANT (K€)	%	NOMBRE D'INV.	%	NOMBRE D'ENTREPRISES	%
0 à 19 salariés	536 600	5 %	569	24 %	393	29 %
20 à 99 salariés	904 328	9 %	995	41 %	499	36 %
100 à 249 salariés	1 043 396	10 %	300	13 %	189	14 %
250 à 499 salariés	1 068 629	11 %	172	7 %	89	6 %
500 à 999 salariés	940 404	10 %	173	7 %	95	7 %
1 000 à 4 999 salariés	2 785 807	27 %	151	6 %	89	6 %
5 000 et +	2 885 034	28 %	37	2 %	21	2 %
<b>Total</b>	<b>10 164 197</b>	<b>100 %</b>	<b>2 398</b>	<b>100 %</b>	<b>1 376</b>	<b>100 %</b>

### Historique des montants investis (en M€)

NOMBRE D'EMPLOYÉS DE LA CIBLE	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
0 à 19 salariés	119	60	260	411	744	433	340	290	410	834	537
20 à 99 salariés	176	181	403	827	1 594	943	779	548	664	1 158	904
100 à 199 salariés	125	133	241	334	607	275	311	384	362	750	563
200 à 499 salariés	134	154	476	344	1 238	532	705	824	982	1 074	1 550
500 à 999 salariés	171	149	280	192	114	254	298	606	425	537	940
1 000 à 4 999 salariés	87	583	100	708	868	656	1 836	640	1 182	2 554	2 786
5 000 et +	29	0	28	0	139	193	1 375	351	1 164	1 165	2 885
Non détaillé	36	0	0	0	0	0	207	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>876</b>	<b>1 259</b>	<b>1 788</b>	<b>2 816</b>	<b>5 304</b>	<b>3 287</b>	<b>5 851</b>	<b>3 643</b>	<b>5 189</b>	<b>8 072</b>	<b>10 164</b>

### Historique du nombre d'investissements

NOMBRE D'EMPLOYÉS DE LA CIBLE	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
0 à 19 salariés	314	371	405	974	1 222	610	453	561	560	750	569
20 à 99 salariés	411	539	596	838	972	891	713	661	711	708	995
100 à 199 salariés	160	210	192	337	378	152	131	193	165	175	214
200 à 499 salariés	162	234	157	213	243	129	123	151	211	200	258
500 à 999 salariés	84	96	129	82	64	90	53	66	77	99	173
1 000 à 4 999 salariés	51	101	56	101	108	46	66	69	72	116	151
5 000 et +	4	0	10	0	7	8	19	48	16	23	37
Non détaillé	505	0	0	0	0	0	220	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>1 691</b>	<b>1 551</b>	<b>1 544</b>	<b>2 545</b>	<b>2 994</b>	<b>1 926</b>	<b>1 778</b>	<b>1 749</b>	<b>1 812</b>	<b>2 072</b>	<b>2 398</b>

## Données détaillées 2006

## 7. Répartition des investissements en fonction du chiffre d'affaires de l'entreprise cible

CHIFFRE D'AFFAIRES (M€)	MONTANT (M€)	%	NOMBRE D'INV.	%	NOMBRE D'ENTREPRISES	%
0 - 5	684	7 %	1 003	42 %	545	40 %
5 - 10	202	2 %	243	10 %	145	10 %
10 - 20	372	4 %	316	13 %	181	13 %
20 - 30	343	3 %	131	6 %	94	7 %
30 - 50	772	8 %	173	7 %	108	8 %
50 -100	1 110	11 %	233	10 %	134	10 %
100 - 200	1 373	13 %	154	6 %	80	6 %
200 et +	5 308	52 %	145	6 %	89	6 %
<b>Total</b>	<b>10 164</b>	<b>100 %</b>	<b>2 398</b>	<b>100 %</b>	<b>1 376</b>	<b>100 %</b>

## Historique des montants investis (en K€)

CHIFFRE D'AFFAIRES (M€)	2003	2004	2005	2006
0 - 5	468 635	606 749	989 410	683 524
5 - 10	133 667	157 128	196 019	202 212
10 - 20	154 452	166 373	297 449	371 738
20 - 30	147 917	221 721	579 132	343 398
30 - 50	267 077	328 867	584 662	772 318
50 -100	493 521	556 761	984 178	1 109 798
100 - 200	312 520	366 838	828 638	1 373 381
200 et +	1 664 799	2 784 782	3 612 202	5 307 828
<b>Total</b>	<b>3 642 588</b>	<b>5 189 219</b>	<b>8 072 231</b>	<b>10 164 197</b>

## Historique du nombre d'investissements

CHIFFRE D'AFFAIRES (M€)	2003	2004	2005	2006
0 - 5	879	909	1 048	1 003
5 - 10	219	227	215	243
10 - 20	163	149	190	316
20 - 30	102	108	132	131
30 - 50	95	147	148	173
50 -100	119	121	131	233
100 - 200	53	72	92	154
200 et +	119	79	116	145
<b>Total</b>	<b>1 749</b>	<b>1 812</b>	<b>2 072</b>	<b>2 398</b>

## Historique du nombre d'entreprises

CHIFFRE D'AFFAIRES (M€)	2005	2006
0 - 5	596	545
5 - 10	135	145
10 - 20	122	181
20 - 30	85	94
30 - 50	97	108
50 -100	87	134
100 - 200	52	80
200 et +	79	89
<b>Total</b>	<b>1 253</b>	<b>1 376</b>

## 8. Répartition des investissements par secteur d'activité de l'entreprise cible

## Données détaillées 2006

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE CIBLE		MONTANT (M€)	%	NOMBRE D'INV.	%	NOMBRE D'ENT	%
<b>Informatique</b>	Hardware	9	0,1 %	18	0,8 %	10	0,8 %
	Logiciels	240	2,4 %	410	17,1 %	172	12,4 %
	Semi-conducteurs	142	1,4 %	39	1,6 %	19	1,4 %
	Services	134	1,3 %	114	4,8 %	63	4,6 %
	Technologies Internet	107	1,1 %	64	2,7 %	43	3,1 %
<b>Industrie &amp; Chimie</b>	Automatismes industriels	211	2,1 %	19	0,8 %	13	1,0 %
	Biens et services industriels	1 320	12,9 %	238	9,9 %	156	11,3 %
	Chimie & Matériaux	603	5,9 %	45	1,9 %	28	2,0 %
	Electronique	129	1,3 %	135	5,6 %	54	3,9 %
<b>Biens de Consommation</b>	Biens de consommation (autres)	415	4,1 %	102	4,5 %	64	4,7 %
	Distribution/Détail	935	9,1 %	140	5,8 %	94	6,9 %
<b>Médical &amp; Biotech</b>	Biotechnologie	166	1,6 %	166	6,9 %	80	5,8 %
	Instruments/Matériel	110	1,3 %	60	2,4 %	37	2,7 %
	Produits Pharmaceutiques	156	1,5 %	70	2,9 %	38	2,8 %
	Santé	484	4,8 %	57	2,4 %	27	2,0 %
<b>Télécoms</b>	Télécommunication : Hardware	88	0,9 %	77	3,2 %	31	2,3 %
	Télécommunication : Opérateurs	168	1,7 %	36	1,5 %	24	1,7 %
	Communication (autres)	90	0,9 %	51	2,1 %	33	2,4 %
<b>Services &amp; Transports</b>	Services (autres)	3 268	32,2 %	197	8,3 %	137	9,9 %
	Services financiers	321	3,2 %	43	1,8 %	28	2,0 %
	Transports	43	0,6 %	22	0,9 %	16	1,1 %
<b>Autres secteurs</b>	Agriculture	47	0,5 %	27	1,1 %	23	1,7 %
	Energie	73	0,7 %	46	1,9 %	34	2,5 %
	Construction/BTP	601	5,9 %	100	4,2 %	54	3,9 %
	Produits manufacturés (autres)	136	1,4 %	60	2,4 %	44	3,2 %
	Autres	168	1,7 %	60	2,4 %	54	3,9 %
<b>Total</b>		<b>10 164</b>	<b>100 %</b>	<b>2 398</b>	<b>100 %</b>	<b>1 376</b>	<b>100 %</b>

## Historique des montants investis (en M€)

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE CIBLE	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Informatique	74	79	148	249	740	285	308	283	404	647	632
Industrie & Chimie	218	221	264	608	1 415	928	2 210	907	693	1 937	2 263
Biens de consommation	198	224	386	341	907	601	920	513	1 520	1 528	1 350
Médical & Biotech	70	73	201	155	305	280	414	434	376	582	915
Télécoms	57	60	98	731	944	454	809	564	463	925	346
Services & transports	167	498	205	327	462	209	799	577	1 292	1 328	3 632
Autres secteurs	91	104	486	405	531	530	390	365	441	1 125	1 026
<b>Total</b>	<b>876</b>	<b>1 259</b>	<b>1 788</b>	<b>2 816</b>	<b>5 304</b>	<b>3 287</b>	<b>5 851</b>	<b>3 643</b>	<b>5 189</b>	<b>8 072</b>	<b>10 164</b>

## Historique du nombre d'investissements

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE CIBLE	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Informatique	267	229	245	395	567	376	473	503	503	499	646
Industrie & Chimie	408	375	306	493	483	385	297	291	314	367	437
Biens de consommation	319	277	321	328	383	220	241	231	210	265	242
Médical & Biotech	229	188	140	167	255	215	250	227	286	319	354
Télécoms	39	67	91	443	690	370	245	145	129	152	163
Services & Transports	235	239	197	299	271	159	177	197	191	183	262
Autres secteurs	194	176	244	420	345	201	95	156	179	287	294
<b>Total</b>	<b>1 691</b>	<b>1 551</b>	<b>1 544</b>	<b>2 545</b>	<b>2 994</b>	<b>1 926</b>	<b>1 778</b>	<b>1 749</b>	<b>1 812</b>	<b>2 072</b>	<b>2 398</b>

## Historique du nombre d'entreprises

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE CIBLE	2005	2006
Informatique	257	307
Industrie & Chimie	216	251
Biens de consommation	175	159
Médical & Biotech	166	182
Télécoms	96	88
Services & Transports	124	180
Autres secteurs	218	209
<b>Total</b>	<b>1 253</b>	<b>1 376</b>

## 9. Répartition des investissements par type de financement

## Données détaillées 2003-2006 (en K€)

TYPE DE FINANCEMENT	2003	%	2004	%	2005	%	2006	%
Fonds propres	2 653 851	73 %	4 168 947	80 %	5 784 056	72 %	7 474 610	73 %
Quasi fonds propres	676 062	19 %	750 500	14 %	1 733 551	21 %	1 693 881	17 %
Mezzanine	140 600	4 %	150 553	3 %	463 474	6 %	806 829	8 %
Dettes non garanties	134 823	4 %	84 410	2 %	81 963	1 %	88 018	1 %
Dettes garanties	37 252	1 %	34 808	1 %	9 187	0 %	100 858	1 %
<b>Total</b>	<b>3 642 588</b>	<b>100 %</b>	<b>5 189 218</b>	<b>100 %</b>	<b>8 072 231</b>	<b>100 %</b>	<b>10 164 197</b>	<b>100 %</b>

## 10. Répartition des désinvestissements par type

## Données détaillées 2006

TYPE DE SORTIE	COÛT		NOMBRE DE		NOMBRE	
	HISTORIQUE (EN K€)	%	CESSIONS	%	D'ENTREPRISES	%
Cessions industrielles	830 171	22 %	274	19 %	196	20 %
Introductions en bourse et cessions de titres	476 037	13 %	288	20 %	129	13 %
Cessions à un autre fonds	1 362 580	36 %	195	13 %	130	13 %
Cessions au management	407 312	11 %	223	15 %	171	18 %
Cessions à des institutions financières	58 430	2 %	61	4 %	34	4 %
Remboursement du principal du prêt	220 771	6 %	201	14 %	145	15 %
Réduction de capital	51 125	1 %	36	3 %	28	3 %
Autre (+ recapitalisation)	308 106	8 %	102	7 %	76	8 %
<b>Sous-Total</b>	<b>3 714 533</b>	<b>98 %</b>	<b>1 380</b>	<b>95 %</b>	<b>909</b>	<b>94 %</b>
Comptabilisation en pertes	81 764	2 %	78	5 %	62	6 %
<b>Total</b>	<b>3 796 296</b>	<b>100 %</b>	<b>1 458</b>	<b>100 %</b>	<b>971</b>	<b>100 %</b>

## Historique des désinvestissements au coût historique en (M€)

TYPE DE SORTIE	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Cessions industrielles	666	1 408	1 390	411	932	933	206	846	859	830
Introductions en bourse et cessions d'actions cotées	221	328	391	259	290	245	97	548	419	476
Cessions à un autre fonds <sup>(1)</sup>	NA	NA	NA	104	80	205	831	402	1 226	1 363
Autres	154	180	538	216	250	492	954	1 289	1 702	1 046
<b>Sous-Total</b>	<b>1 041</b>	<b>1 916</b>	<b>2 319</b>	<b>990</b>	<b>1 552</b>	<b>1 875</b>	<b>2 088</b>	<b>3 085</b>	<b>4 206</b>	<b>3 715</b>
Comptabilisation en pertes	140	39	64	63	162	357	70	54	47	82
<b>Total</b>	<b>1 181</b>	<b>1 956</b>	<b>2 383</b>	<b>1 053</b>	<b>1 714</b>	<b>2 232</b>	<b>2 158</b>	<b>3 139</b>	<b>4 253</b>	<b>3 796</b>

## Historique des désinvestissements en nombre d'opérations

TYPE DE SORTIE	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Cessions industrielles	414	259	448	456	547	240	129	227	274	274
Introductions en bourse et cessions d'actions cotées	101	347	361	291	201	114	90	118	159	288
Cessions à un autre fonds <sup>(1)</sup>	NA	NA	NA	76	55	48	58	93	153	195
Autres	292	630	593	411	373	369	567	566	692	623
<b>Sous-Total</b>	<b>897</b>	<b>1 236</b>	<b>1 402</b>	<b>1 234</b>	<b>1 176</b>	<b>771</b>	<b>844</b>	<b>1 004</b>	<b>1 278</b>	<b>1 380</b>
Comptabilisation en pertes	227	138	167	164	136	155	53	67	68	78
<b>Total</b>	<b>1 034</b>	<b>1 374</b>	<b>1 569</b>	<b>1 398</b>	<b>1 312</b>	<b>926</b>	<b>897</b>	<b>1 071</b>	<b>1 346</b>	<b>1 458</b>

(1) Données introduites en 2000. Les années antérieures ne sont pas disponibles.

## Historique des désinvestissements en nombre d'entreprises

	2005	2006
Cessions industrielles	175	196
Introductions en bourse et cessions d'actions cotées	106	129
Cessions à un autre fonds	107	130
Autres	512	454
<b>Sous-total</b>	<b>900</b>	<b>909</b>
Comptabilisation en pertes	60	62
<b>Total</b>	<b>960</b>	<b>971</b>

## 11. Capitaux levés par type d'intervenant et par type d'investisseur

## Données détaillées 2006

TYPE D'INTERVENANT	MONTANT (K€)	%
Indépendants et semi-captifs	8 653 069	79 %
Captifs	1 626 762	15 %
<b>Sous-Total capitaux levés</b>	<b>10 279 831</b>	<b>94 %</b>
Dividendes, plus-values et intérêts perçus	604 494	6 %
<b>Total capitaux levés</b>	<b>10 884 325</b>	<b>100 %</b>
Capitaux remboursés aux investisseurs	162 495	1 %

## Historique des montants levés (en M€)

TYPE D'INVESTISSEUR	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Investisseurs industriels	28	181	429	196	792	255	179	142	79	689	300
Personnes physique	43	12	135	191	297	617	483	479	502	1 438	1 877
Organismes d'Etat	21	8	51	118	110	205	269	53	18	394	528
Banques	426	379	1 067	1 072	2 375	2 201	1 141	441	729	2 912	1 886
Caisses de retraite	58	29	494	395	1 038	353	350	182	235	2 672	1 012
Compagnies d'assurances	109	37	427	632	541	577	623	258	252	2 152	1 948
Universités	13	0	0	9	28	0	14	0	10	113	0
Marché financier <sup>(1)</sup>	NA	NA	NA	NA	78	0	23	21	1	0	680
Structure de fonds de fonds <sup>(2)</sup>	NA	NA	NA	193	588	521	670	226	306	1 141	1 839
Autres	16	10	0	454	266	364	461	557	109	443	210
<b>Total capitaux levés</b>	<b>715</b>	<b>656</b>	<b>2 603</b>	<b>3 260</b>	<b>6 113</b>	<b>5 093</b>	<b>4 213</b>	<b>2 359</b>	<b>2 241</b>	<b>11 954</b>	<b>10 280</b>

(1) Cette catégorie a été introduite en 2000. Il n'y a pas de données disponibles pour les années antérieures.

(2) Cette catégorie a été introduite en 1999. Il n'y a pas de données disponibles pour les années antérieures.

## 12. Capitaux levés par origine géographique

Historique des montants levés (en M€)

ORIGINES GÉOGRAPHIQUES	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
France	535	500	1 268	2 278	3 834	3 316	1 710	1 620	1 737	5 929	6 100
Autres pays européens	39	37	809	530	1 074	949	1 310	572	338	2 708	2 489
Reste du monde	141	119	526	452	1 205	828	1 193	167	166	3 317	1 691
<b>Total</b>	<b>715</b>	<b>656</b>	<b>2 603</b>	<b>3 260</b>	<b>6 113</b>	<b>5 093</b>	<b>4 213</b>	<b>2 359</b>	<b>2 241</b>	<b>11 954</b>	<b>10 280</b>

## 13. Intentions d'allocation des capitaux disponibles

Données détaillées 2003-2006\* (en M€)

INTENTION D'ALLOCATION	2003	%	2004	%	2005	%	2006	%
Création/Post-création	466	18 %	365	15 %	1 198	10 %	461	4 %
Développement	494	19 %	771	31 %	1 811	15 %	1 718	16 %
Transmission/Succession	1 448	56 %	1 113	45 %	8 037	66 %	6 354	58 %
Autres	200	8 %	220	9 %	1 161	9 %	2 350	22 %
<b>Total</b>	<b>2 608</b>	<b>100 %</b>	<b>2 469</b>	<b>100 %</b>	<b>12 207</b>	<b>100 %</b>	<b>10 884</b>	<b>100 %</b>

\* Sont inclus les dividendes, plus-values et intérêts disponibles pour le réinvestissement

Historique des capitaux disponibles (en M€)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Capitaux levés	715	656	2 603	3 260	6 113	5 093	4 213	2 359	2 241	11 954	10 280
Plus-values et revenus de portefeuille disponibles pour réinvestissement	N/A	431	1 232	1 018	1 367	398	586	250	228	253	604
<b>Total capitaux disponibles</b>	<b>715</b>	<b>1 087</b>	<b>3 835</b>	<b>4 278</b>	<b>7 480</b>	<b>5 491</b>	<b>4 799</b>	<b>2 609</b>	<b>2 469</b>	<b>12 207</b>	<b>10 884</b>

## ANNEXE 7 LES MEMBRES DE L'AFIC

### 1. Membres actifs ayant répondu à l'étude sur l'Activité du Capital Investissement en France en 2006

123 Venture	Demeter Partners	PAI Partners
21 Centrale Partners	Développement & Partenariat	Paluel-Marmont Capital
3I	Duke Street Capital SAS	Paris Orléans
A Plus Finance	Edmond de Rothschild Investment Partners	Partech International
ABN Amro Capital France	Edmond de Rothschild Capital Partners	Participex Gestion
ACE Management	Elaia Partners	Pechel
Acland SNC	Emertec Gestion	Perfectis Private Equity
Acofi Capital Management	Entrepreneur Venture Gestion	Phillimore Investissement
Activa Capital	EPF Partners	PPM Capital SA
ADC (Alliance Développement Conseil)	Equitis	Pragma Capital
Advent International	Esfm Gestion	Providente
AGF Private Equity	Etoile ID	Quartus Gestion
Alliance Entreprendre	Eurazeo	Rothschild & Cie Gestion
Aloe Private Equity	Eurefi	Sade
Alven Capital	Euromezzanine Conseil	Sagard SAS
AMS Industries	European Capital Financial Services	Schneider Electric Ventures
Apax Partners SA	Evolem	Seventure Partners
Ardens et Associés	Fin'Active	SFR Développement
Argos Soditic France	Finadvance	SGAM AI Private Equity
Astorg Partners	Finama Private Equity	SG Capital Europe
Atria Capital Partenaires	Fonds Partenaires Gestion	Sigefi Private Equity (Groupe Siparex)
Aurel Nextstage	Fortis Private Equity France	Sigma Gestion
Auriga Partners	Galia Gestion	Socadif
Aurinvest	Galileo Partners	Société Générale Capital Partenaires SAS
Avenir Entreprises Gestion	Génopole 1er Jour	Sodéro Gestion
Avenir Finance Gestion	Grand Ouest Gestion	Sofimac Partners
Avenir Tourisme	Grand Sud-Ouest Capital	Sofinnova Partners
AXA Private Equity	Green Recovery	Sopromec
Banexi Capital Partenaires	ICSO Private Equity	SPEF LBO
Banexi Ventures Partners	IDI	SUD Partners
Barclays Private Equity France	IDI Asset Management	Synergie Finance Gestion
BBS Finance	IDIA	TCR Capital
BC Partners	IFE Conseil	Techfund Europe Management
Bioam Gestion	Ile-de-France Développement	Tolomei Participations
BNP Paribas Développement	Industri Kapital	Truffle Venture
BNP Paribas Private Equity	Industries & Finances Partenaires	Turenne Capital Partenaires
Bridgepoint Capital	ING Parcom Private Equity	UFG Private Equity
BTP Capital Investissement	Initiative & Finance	UI Gestion
Burelle Participations	Innovacom	UNI Expansion Ouest
Butler Capital Partners	Innoven Partenaires	Vauban Partenaires
CAP Décisif	Institut Lorrain de Participation	Ventech
Capzanine	Investors in Private Equity	Vermeer Capital Partners
Caravelle	Invus	Vivéris Management
Carvest	IPO	VPSA
Cavipar	IRDI	Weinberg Capital Partners
CDC Entreprises	Iris Capital	Wendel Investissement
CDC Capital Investissement	Isis Développement	Worms Management Services
CDC Entreprises Innovation	I-Source Gestion	XAnge Private Equity
CEA Valorisation	Ixis Environnement & Infrastructures	
Centre Capital Développement	Kohlberg Kravis Roberts & Co (Paris)	
Céréa Gestion	L Capital Management	
Charterhouse Services France	L-A Finances	
Chequers Capital	La Financière de Brienne	
CIC Banque de Vizille	LBO France Gestion	
CIC Finance	LC Capital	
CIC LBO Partners	LMBO	
CIC Vizille Capital Innovation	Matignon Investissement et Gestion	
Ciclad	MBO Partenaires	
Cinven	Midi Capital	
Cita Gestion	MMA Participations	
City Star Private Equity	Montagu Private Equity	
CM - CIC Capital Privé	Montefiore Investissement	
CM - CIC Mezzanine	Natixis Industrie Management	
Coach'Invest	Natixis Investissement Partners	
Cobalt Capital	Naxicap Partners	
Cogepa	Nextfund Capital	
Cognetas SA	Occam Capital	
Colony Capital	Odyssée Venture	
Convergent Capital	OFI Private Equity	
Covéa Finance	Orium	
Crédit Agricole Private Equity	OTC Asset Management	
Croissance Nord Pas-de-Calais	Ouest Croissance	
CVC Capital Partners France SA		

### 2. Membres actifs n'ayant pas répondu à l'étude sur l'Activité du Capital Investissement en France en 2006 :

Agrégator Gestion  
Alpha Associés Conseil  
Alto Invest  
Atlas Venture  
Auxitex  
ICG (Intermediate Capital Group)  
Indigo Capital Conseil  
La Financière Patrimoniale d'Investissement  
Orfimar  
Picardie Investissement  
REL  
Risqué et Sérénité  
Seeft Management  
Tertiaire Développement (AWF Financial Services)  
Thalès Corporate Ventures  
Unigrains SA

**ANNEXE 8  
PRÉSENTATION  
DE L'AFIC ET DE  
PRICEWATERHOUSE-  
COOPERS**

## AFIC

### Association Française des Investisseurs en Capital

Créée en 1984, l'**Association Française des Investisseurs en Capital (AFIC)** compte, au 31 décembre 2006, **231 membres actifs** et regroupe l'ensemble des structures de Capital Investissement installées en France : Sociétés de Capital Risque (SCR), Fonds Communs de Placement à Risque (FCPR), Fonds Communs de Placement dans l'Innovation (FCPI), Fonds d'Investissement de Proximité (FIP), sociétés de gestion, sociétés de conseil, fonds de fonds, sociétés d'investissement.... En outre, l'AFIC compte **165 membres associés** issus de tous les métiers – avocats, experts-comptables et auditeurs, conseils, banquiers... – qui accompagnent et conseillent les investisseurs et les entrepreneurs dans le montage et la gestion de leurs partenariats.

L'AFIC, à travers sa **mission de déontologie, de contrôle et de développement de pratiques de place**, figure au rang des deux associations reconnues par l'AMF et dont l'adhésion constitue pour les sociétés de gestion une des conditions d'agrément. **C'est la seule association professionnelle spécialisée sur le métier du Capital Investissement.**

Outre les services qu'elle rend à ses adhérents (veille juridique, réglementaire et fiscale ; statistiques et études ; formation ; développement et communication...), la vocation de l'AFIC est de **fédérer, représenter et promouvoir la profession du Capital Investissement auprès des investisseurs institutionnels, des entrepreneurs, des leaders d'opinion et des pouvoirs publics**. Elle contribue, dans le cadre d'un dialogue permanent, à l'amélioration du financement de l'économie, en particulier à destination des PME-PMI, à la stimulation de la croissance et la promotion de l'esprit d'entreprise.

**Pour toute information complémentaire, vous pouvez utilement consulter notre site :**

[www.afic.asso.fr](http://www.afic.asso.fr)

## PRICEWATERHOUSECOOPERS

Fort d'un réseau d'environ 3 000 professionnels, **PricewaterhouseCoopers Transaction Services** a pour objectif d'intervenir dans le cadre de transactions « Cross Border » ou nationales, en étroite collaboration avec tous les métiers de PricewaterhouseCoopers, première organisation mondiale de services intellectuels qui regroupe 122 000 personnes dans 144 pays.

**PricewaterhouseCoopers Transaction Services** développe une approche pluridisciplinaire qui engage le savoir-faire d'experts (spécialistes environnementaux, experts sectoriels, avocats et fiscalistes,...) tout en tenant compte des spécificités de chaque opération, tout au long du processus transactionnel.

Présent dans 60 pays, le réseau PricewaterhouseCoopers Transaction Services comprend en France **20 associés et plus de 170 professionnels expérimentés** ; il est organisé par lignes de service, garantissant ainsi la qualité de nos prestations :

- **Due diligence financière** acheteur et vendeur ;
- **Due diligence stratégique et de marché** ;
- **Due diligence opérationnelle** et assistance post-acquisition.

PricewaterhouseCoopers Transaction Services est leader sur le marché des LBO en France ainsi que sur les transactions transfrontalières les plus significatives, tant auprès des fonds d'investissement que des entreprises industrielles et commerciales.

**Pour toute information complémentaire, vous pouvez utilement consulter notre site :**

[www.pwc.com](http://www.pwc.com)



Profession  
Actionnaire

Association Française des  
**INVESTISSEURS  
EN CAPITAL**

23 rue de l'Arcade - 75008 Paris

Tél : 01 47 20 99 09 - Fax : 01 47 20 97 48

Site web : [www.afic.asso.fr](http://www.afic.asso.fr)

E-mail : [info@afic.asso.fr](mailto:info@afic.asso.fr)